

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 599

22 août 2000

**SOMMAIRE**

BPI Global Investment Fund .....	page 28727
BPI Global Investment Fund Management Company S.A., Luxembourg .....	28727
DB Emerging Markets Euro Fund, Fonds Commun de Placement .....	28728
DB Lateinamerika, Fonds Commun de Placement .....	28728
DekaBank (Luxembourg) S.A., Senningerberg .....	28726
Deka International S.A., Senningerberg .....	28726
DWS Euro-Corp High Yield, Fonds Commun de Placement .....	28731
Europrius, Fonds Commun de Placement .....	28713
FIDUNION S.A., Groupe des Fiduciaires de l'Union, Luxembourg .....	28746
Finterco Holding S.A., Luxembourg-Kirchberg .....	28732, 28734
Focha Investments S.A., Luxembourg .....	28735, 28737
France Luxembourg Invest, Sicav, Luxembourg .....	28749
Fugato S.A., Luxembourg .....	28734
Gax S.A., Luxembourg .....	28737
Global Fund Lux .....	28729
(R.) Goedert Sud S.A., Luxembourg .....	28740, 28743
Hollerich Investment Holding S.A., Luxembourg .....	28749
Intel S.A.H. ....	28748
Kundera S.A.H., Luxembourg .....	28750
Luxembourg Investments Holding S.A., Luxembourg .....	28749
(The) Managed Convertible Fund, Sicav, Luxembourg .....	28750
Nios Holding S.A., Luxembourg .....	28748
N.S.I., New Step International S.A., Luxembourg .....	28712
Prisma Privatfinanz Portfolio, Sicav, Luxembourg .....	28713
Société Financière L. Dapt S.A., Luxembourg .....	28749
Stentor S.A. et Cie, S.C.A., Luxembourg .....	28748
Stentor S.A., Luxembourg .....	28748
Sun Life Global Portfolio, Sicav, Luxembourg .....	28751
United Alternative Fund, Sicav, Luxembourg .....	28708, 28710
United Fund of Funds, Sicav, Luxembourg .....	28706, 28708
United Investment Fund, Sicav, Luxembourg .....	28710, 28712
Xaro S.A.H., Luxembourg .....	28752
(John) Zink International Luxembourg, S.à r.l., Dudelange .....	28744, 28746

**UNITED FUND OF FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. UEB FUND OF FUNDS).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 67.574.

L'an deux mille, le vingt-cinq avril.

Par-devant M<sup>e</sup> Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de UEB FUND OF FUNDS (la «Société»), ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 décembre 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 28 janvier 1999.

L'Assemblée a été ouverte à onze heures trente sous la présidence de Maître Pierre Reuter, Maître en droit, demeurant à Leudelange.

Le président désigne comme Secrétaire Maître Gilles Hauben, Maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit aux fonctions de Scrutateur Maître Katia Panichi, Maître en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le Notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. De changer la dénomination de la Société actuellement de UEB FUND OF FUNDS en UNITED FUND OF FUNDS et de modifier l'article 1<sup>er</sup> en conséquence de manière à lire:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de UNITED FUND OF FUNDS.»

2. De modifier l'article 11 en ajoutant un dernier paragraphe V., ayant la teneur suivante:

«V. Co-gestion des avoirs

a) Le conseil d'administration peut décider d'investir et de gérer en commun tout ou partie de la masse d'avoirs constituée pour deux ou plusieurs compartiments (désignés ci-après «Compartiments Participants») lorsque cela paraît opportun en raison de leurs secteurs d'investissement respectifs. Chaque masse d'avoirs (ci-après la «Masse d'Avoirs») sera initialement constituée par le transfert dans cette Masse d'Avoirs d'espèces ou (sous réserve des limitations mentionnées ci-après) d'autres avoirs provenant des Compartiments Participants. Par la suite, le conseil d'administration peut effectuer des transferts supplémentaires dans la Masse d'Avoirs. Il peut également transférer des avoirs de la Masse d'Avoirs dans un Compartiment Participant à concurrence du montant de la participation du Compartiment Participant. Les avoirs autres que les espèces peuvent être apportés à une Masse d'Avoirs, sous la condition que cet apport soit approprié eu égard au secteur d'investissement de la Masse d'Avoirs concernée. Les dispositions de la section III. du présent article s'appliquent à chaque Masse d'Avoirs de la même manière qu'elles s'appliquent à un Compartiment Participant.

b) Toutes les décisions de transfert d'avoirs depuis ou à une Masse d'Avoirs (désignées ci-après «décisions de transfert») devront être notifiées immédiatement par télex, télécopieur ou par écrit à la banque dépositaire de la Société en mentionnant la date et l'heure à laquelle la décision de transfert a été prise.

c) La participation d'un Compartiment Participant dans une Masse d'Avoirs sera mesurée par référence à des unités notionnelles (ci-après «unités») de valeur égale dans la Masse d'Avoirs. Lors de la formation d'une Masse d'Avoirs, le conseil d'administration fixera la valeur initiale d'une unité exprimée dans la monnaie que les administrateurs considèrent comme adéquate et attribuera à chaque Compartiment Participant des unités d'une valeur totale égale au montant des espèces (ou la valeur d'autres avoirs) contribués. Des fractions d'unités, calculées au millième, seront allouées si nécessaire. Ensuite la valeur d'une unité sera déterminée en divisant la valeur nette de la Masse d'Avoirs (calculée de la manière décrite ci-dessus) par le nombre d'unités existantes.

d) Lorsque des espèces ou des avoirs supplémentaires sont apportés ou retirés d'une Masse d'Avoirs, le nombre d'unités alloué au Compartiment Participant concerné sera augmenté ou réduit (selon le cas) par le nombre d'unités déterminé en divisant le montant des espèces ou la valeur des avoirs apportés ou retirés par la valeur actuelle d'une unité. Si une contribution est faite en espèces, cette contribution, pour les besoins du calcul, pourra être réduite d'un montant jugé adéquat par le conseil d'administration pour refléter les charges fiscales, les frais de négociation et d'acquisition qui peuvent être encourus pour l'investissement des espèces concernées; dans le cas d'un retrait d'espèces, une augmentation correspondante pourra être faite pour refléter les frais qui seraient encourus lors de la réalisation des titres ou autres avoirs de la Masse d'Avoirs.

e) La valeur des avoirs contribués, retirés, ou faisant partie d'une Masse d'Avoirs à un moment donné et la valeur nette de la Masse d'Avoirs seront déterminées conformément aux dispositions (mutatis mutandis) de cet article, étant entendu que la valeur des avoirs, à laquelle il est fait référence ci-dessus, sera déterminée le jour d'une telle contribution ou d'un tel retrait.

f) Les dividendes, les intérêts et autres distributions ayant la forme d'un revenu perçu en relation avec les avoirs détenus dans une Masse d'Avoirs seront immédiatement attribués au Compartiment Participant, à hauteur de sa participation dans la Masse d'Avoirs au moment de la réception. Lors de la dissolution de la Société, les avoirs d'une Masse d'Avoirs seront (sous réserve des droits des créanciers) attribués aux Compartiments Participants à hauteur de leur participation respective dans la Masse d'Avoirs.»

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que les actionnaires ont été informés de la tenue de la présente Assemblée par une convocation publiée au Mémorial et au Luxemburger Wort en date des 5 avril 2000 et 14 avril 2000.

IV. Qu'il résulte de la liste de présence que sur les cent soixante-douze mille trois cent quatre-vingts (172.380) actions émises par la Société, cent treize mille cent trente-quatre (113.134) actions sont représentées à la présente Assemblée.

V. Qu'à la suite de ce qui précède, la présente Assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Il est décidé de changer la dénomination de la Société de UEB FUND OF FUNDS en UNITED FUND OF FUNDS et de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts en conséquence de manière à lire:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de UNITED FUND OF FUNDS.»

*Deuxième résolution*

Il est décidé de modifier l'article 11 des statuts en ajoutant un dernier paragraphe V., ayant la teneur suivante:

«V. Co-gestion des avoirs

a) Le conseil d'administration peut décider d'investir et de gérer en commun tout ou partie de la masse d'avoirs constituée pour deux ou plusieurs compartiments (désignés ci-après «Compartiments Participants») lorsque cela paraît opportun en raison de leurs secteurs d'investissement respectifs. Chaque masse d'avoirs (ci-après la «Masse d'Avoirs») sera initialement constituée par le transfert dans cette Masse d'Avoirs d'espèces ou (sous réserve des limitations mentionnées ci-après) d'autres avoirs provenant des Compartiments Participants. Par la suite, le conseil d'administration peut effectuer des transferts supplémentaires dans la Masse d'Avoirs. Il peut également transférer des avoirs de la Masse d'Avoirs dans un Compartiment Participant à concurrence du montant de la participation du Compartiment Participant. Les avoirs autres que les espèces peuvent être apportés à une Masse d'Avoirs, sous la condition que cet apport soit approprié eu égard au secteur d'investissement de la Masse d'Avoirs concernée. Les dispositions de la section III. du présent article s'appliquent à chaque Masse d'Avoirs de la même manière qu'elles s'appliquent à un Compartiment Participant.

b) Toutes les décisions de transfert d'avoirs depuis ou à une Masse d'Avoirs (désignées ci-après «décisions de transfert») devront être notifiées immédiatement par télex, télécopieur ou par écrit à la banque dépositaire de la Société en mentionnant la date et l'heure à laquelle la décision de transfert a été prise.

c) La participation d'un Compartiment Participant dans une Masse d'Avoirs sera mesurée par référence à des unités notionnelles (ci-après «unités») de valeur égale dans la Masse d'Avoirs. Lors de la formation d'une Masse d'Avoirs, le conseil d'administration fixera la valeur initiale d'une unité exprimée dans la monnaie que les administrateurs considèrent comme adéquate et attribuera à chaque Compartiment Participant des unités d'une valeur totale égale au montant des espèces (ou la valeur d'autres avoirs) contribués. Des fractions d'unités, calculées au millième, seront allouées si nécessaire. Ensuite la valeur d'une unité sera déterminée en divisant la valeur nette de la Masse d'Avoirs (calculée de la manière décrite ci-dessus) par le nombre d'unités existantes.

d) Lorsque des espèces ou des avoirs supplémentaires sont apportés ou retirés d'une Masse d'Avoirs, le nombre d'unités alloué au Compartiment Participant concerné sera augmenté ou réduit (selon le cas) par le nombre d'unités déterminé en divisant le montant des espèces ou la valeur des avoirs apportés ou retirés par la valeur actuelle d'une unité. Si une contribution est faite en espèces, cette contribution, pour les besoins du calcul, pourra être réduite d'un montant jugé adéquat par le conseil d'administration pour refléter les charges fiscales, les frais de négociation et d'acquisition qui peuvent être encourus pour l'investissement des espèces concernées; dans le cas d'un retrait d'espèces, une augmentation correspondante pourra être faite pour refléter les frais qui seraient encourus lors de la réalisation des titres ou autres avoirs de la Masse d'Avoirs.

e) La valeur des avoirs contribués, retirés, ou faisant partie d'une Masse d'Avoirs à un moment donné et la valeur nette de la Masse d'Avoirs seront déterminées conformément aux dispositions (mutatis mutandis) de cet article, étant entendu que la valeur des avoirs, à laquelle il est fait référence ci-dessus, sera déterminée le jour d'une telle contribution ou d'un tel retrait.

f) Les dividendes, les intérêts et autres distributions ayant la forme d'un revenu perçu en relation avec les avoirs détenus dans une Masse d'Avoirs seront immédiatement attribués au Compartiment Participant, à hauteur de sa participation dans la Masse d'Avoirs au moment de la réception. Lors de la dissolution de la Société, les avoirs d'une Masse d'Avoirs seront (sous réserve des droits des créanciers) attribués aux Compartiments Participants à hauteur de leur participation respective dans la Masse d'Avoirs.»

Les résolutions ont été prises à l'unanimité des voix.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Tous les frais et honoraires dus en vertu des présentes sont à la charge du Fonds.

Dont procès verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Reuter, G. Hauben, K. Panichi, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2000, vol. 5CS, fol. 53, case 2. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2000.

F. Baden.

(26666/200/140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2000.

---

**UNITED FUND OF FUNDS,  
(anc. UEB FUND OF FUNDS).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 67.574.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2000.

F. Baden.

(26667/200/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2000.

---

**UNITED ALTERNATIVE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. UEB ALTERNATIVE FUND 1).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 67.572.

L'an deux mille, le treize juin.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire, demeurant à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société d'Investissement à Capital Variable UEB ALTERNATIVE FUND 1 (la «Société»), ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 décembre 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 28 janvier 1999.

L'Assemblée a été ouverte à 11.30 avec M<sup>e</sup> Pierre Reuter, maître en droit, demeurant à Leudelange, agissant comme Président.

Le président désigne comme Secrétaire M<sup>e</sup> Gilles Hauben, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit aux fonctions de Scrutateur M<sup>e</sup> Katia Panichi, maître en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le Notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. De changer la dénomination de la Société de UEB ALTERNATIVE FUND 1 en UNITED ALTERNATIVE FUND et de modifier l'article 1<sup>er</sup> en conséquence de manière à lire:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de UNITED ALTERNATIVE FUND.»

2. De modifier l'article 11 en ajoutant un dernier paragraphe V., ayant la teneur suivante:

«V. Co-gestion des avoirs

a) Le conseil d'administration peut décider d'investir et de gérer en commun tout ou partie de la masse d'avoirs constituée pour deux ou plusieurs compartiments (désignés ci-après «Compartiments Participants») lorsque cela paraît opportun en raison de leurs secteurs d'investissement respectifs. Chaque masse d'avoirs (ci-après la «Masse d'Avoirs») sera initialement constituée par le transfert dans cette Masse d'Avoirs d'espèces ou (sous réserve des limitations mentionnées ci-après) d'autres avoirs provenant des Compartiments Participants. Par la suite, le conseil d'administration peut effectuer des transferts supplémentaires dans la Masse d'Avoirs. Il peut également transférer des avoirs de la Masse d'Avoirs dans un Compartiment Participant à concurrence du montant de la participation du Compartiment Participant. Les avoirs autres que les espèces peuvent être apportés à une Masse d'Avoirs sous la condition que cet apport soit approprié eu égard au secteur d'investissement de la Masse d'Avoirs concernée. Les dispositions de la section III. du présent article s'appliquent à chaque Masse d'Avoirs de la même manière qu'elles s'appliquent à un Compartiment Participant.

b) Toutes les décisions de transfert d'avoirs depuis ou à une Masse d'Avoirs (désignée ci-après «décisions de transfert») devront être notifiées immédiatement par télex, télécopieur ou par écrit à la banque dépositaire de la Société en mentionnant la date et l'heure à laquelle la décision de transfert a été prise.

c) La participation d'un Compartiment Participant dans une Masse d'Avoirs sera mesurée par référence à des unités notionnelles (ci-après «unités») de valeur égale dans la Masse d'Avoirs. Lors de la formation d'une Masse d'Avoirs, le conseil d'administration fixera la valeur initiale d'une unité exprimée dans la monnaie que les administrateurs considèrent comme adéquate et attribuera à chaque Compartiment Participant des unités d'une valeur totale égale au montant des espèces (ou la valeur d'autres avoirs) contribuées. Des fractions d'unités, calculées au millième, seront

allouées si nécessaire. Ensuite la valeur d'une unité sera déterminée en divisant la valeur nette de la Masse d'Avoirs (calculée de la manière décrite ci-dessus) par le nombre d'unités existantes.

d) Lorsque des espèces ou des avoirs supplémentaires sont apportés ou retirés d'une Masse d'Avoirs, le nombre d'unités alloué au Compartiment Participant concerné sera augmenté ou réduit (selon le cas) par le nombre d'unités déterminé en divisant le montant des espèces ou la valeur des avoirs apportés ou retirés par la valeur actuelle d'une unité. Si une contribution est faite en espèces, cette contribution, pour les besoins du calcul, pourra être réduite d'un montant jugé adéquat par le conseil d'administration pour refléter les charges fiscales, les frais de négociation et d'acquisition qui peuvent être encourus pour l'investissement des espèces concernées; dans le cas d'un retrait d'espèces, une augmentation correspondante pourra être faite pour refléter les frais qui seraient encourus lors de la réalisation des titres ou autres avoirs de la Masse d'Avoirs.

e) La valeur des avoirs contribués, retirés ou faisant partie d'une Masse d'Avoirs à un moment donné et la valeur nette de la Masse d'Avoirs seront déterminées conformément aux dispositions (mutatis mutandis) de cet article, étant entendu que la valeur des avoirs, à laquelle il est fait référence ci-dessus, sera déterminée le jour d'une telle contribution ou d'un tel retrait.

f) Les dividendes, les intérêts et autres distributions ayant la forme d'un revenu perçu en relation avec les avoirs détenus dans une Masse d'Avoirs seront immédiatement attribués au Compartiment Participant à hauteur de sa participation dans la Masse d'Avoirs au moment de la réception. Lors de la dissolution de la Société, les avoirs d'une Masse d'Avoirs seront (sous réserve des droits des créanciers) attribués aux Compartiments Participants à hauteur de leur participation respective dans la Masse d'Avoirs.»

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphés ne varietur par les comparants.

III. Que les actionnaires ont été informés de la tenue de la présente Assemblée par une convocation envoyée par lettre simple le 23 mai 2000 et par une convocation publiée au Mémorial et au Luxemburger Wort en date des 22 mai 2000 et 31 mai 2000.

IV. Qu'il résulte de la liste de présence que sur les quatre-vingt mille cinq cent trois (80.503) actions émises par la Société, soixante-quatorze mille six cent vingt-deux (74.622) actions sont représentées à la présente Assemblée.

V. Qu'à la suite de ce qui précède, la présente Assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Il est décidé de changer la dénomination de la Société de UEB ALTERNATIVE FUND 1 en UNITED ALTERNATIVE FUND et de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts en conséquence de manière à lire:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de UNITED ALTERNATIVE FUND.»

*Deuxième résolution*

Il est décidé de modifier l'article 11 des statuts en ajoutant un dernier paragraphe V., ayant la teneur suivante:

«V. Co-gestion des avoirs

a) Le conseil d'administration peut décider d'investir et de gérer en commun tout ou partie de la masse d'avoirs constituée pour deux ou plusieurs compartiments (désignés ci-après «Compartiments Participants») lorsque cela paraît opportun en raison de leurs secteurs d'investissement respectifs. Chaque masse d'avoirs (ci-après la «Masse d'Avoirs») sera initialement constituée par le transfert dans cette Masse d'Avoirs d'espèces ou (sous réserve des limitations mentionnées ci-après) d'autres avoirs provenant des Compartiments Participants. Par la suite le conseil d'administration peut effectuer des transferts supplémentaires dans la Masse d'Avoirs. Il peut également transférer des avoirs de la Masse d'Avoirs dans un Compartiment Participant à concurrence du montant de la participation du Compartiment Participant. Les avoirs autres que les espèces peuvent être apportés à une Masse d'Avoirs sous la condition que cet apport soit approprié eu égard au secteur d'investissement de la Masse d'Avoirs concernée. Les dispositions de la section III. du présent article s'appliquent à chaque Masse d'Avoirs de la même manière qu'elles s'appliquent à un Compartiment Participant.

b) Toutes les décisions de transfert d'avoirs depuis ou à une Masse d'Avoirs (désignées ci-après «décisions de transfert») devront être notifiées immédiatement par télex, télécopieur ou par écrit à la banque dépositaire de la Société en mentionnant la date et l'heure à laquelle la décision de transfert a été prise.

c) La participation d'un Compartiment Participant dans une Masse d'Avoirs sera mesurée par référence à des unités notionnelles (ci-après «unités») de valeur égale dans la Masse d'Avoirs. Lors de la formation d'une Masse d'Avoirs, le conseil d'administration fixera la valeur initiale d'une unité exprimée dans la monnaie que les administrateurs considèrent comme adéquate et attribuera à chaque Compartiment Participant des unités d'une valeur totale égale au montant des espèces (ou la valeur d'autres avoirs) contribuées. Des fractions d'unités, calculées au millième, seront allouées si nécessaire. Ensuite la valeur d'une unité sera déterminée en divisant la valeur nette de la Masse d'Avoirs (calculée de la manière décrite ci-dessus) par le nombre d'unités existantes.

d) Lorsque des espèces ou des avoirs supplémentaires sont apportés ou retirés d'une Masse d'Avoirs, le nombre d'unités alloué au Compartiment Participant concerné sera augmenté ou réduit (selon le cas) par le nombre d'unités

déterminé en divisant le montant des espèces ou la valeur des avoirs apportés ou retirés par la valeur actuelle d'une unité. Si une contribution est faite en espèces, cette contribution, pour les besoins du calcul, pourra être réduite d'un montant jugé adéquat par le conseil d'administration pour refléter les charges fiscales, les frais de négociation et d'acquisition qui peuvent être encourus pour l'investissement des espèces concernées; dans le cas d'un retrait d'espèces, une augmentation correspondante pourra être faite pour refléter les frais qui seraient encourus lors de la réalisation des titres ou autres avoirs de la Masse d'Avoirs.

e) La valeur des avoirs contribués, retirés ou faisant partie d'une Masse d'Avoirs à un moment donné et la valeur nette de la Masse d'Avoirs seront déterminées conformément aux dispositions (mutatis mutandis) de cet article, étant entendu que la valeur des avoirs, à laquelle il est fait référence ci-dessus, sera déterminée le jour d'une telle contribution ou d'un tel retrait.

f) Les dividendes, les intérêts et autres distributions ayant la forme d'un revenu perçu en relation avec les avoirs détenus dans une Masse d'Avoirs seront immédiatement attribués au Compartiment Participant à hauteur de sa participation dans la Masse d'Avoirs au moment de la réception. Lors de la dissolution de la Société, les avoirs d'une Masse d'Avoirs seront (sous réserve des droits des créanciers) attribués aux Compartiments Participants à hauteur de leur participation respective dans la Masse d'Avoirs.»

Les résolutions ont été prises à l'unanimité.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Reuter, G. Hauben, K. Panichi, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2000, vol. 124S, fol. 75, case 2. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2000.

F. Baden.

(34778/200/139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2000.

#### **UNITED ALTERNATIVE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 67.572.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2000.

F. Baden.

(34779/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2000.

#### **UNITED INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable, (anc. UEB INVESTMENT FUND).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 67.577.

L'an deux mille, le treize juin.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire, demeurant à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société d'Investissement à Capital Variable UEB INVESTMENT FUND (la «Société»), ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 décembre 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 26 janvier 1999.

L'Assemblée a été ouverte à 11.40 avec M<sup>e</sup> Pierre Reuter, maître en droit, demeurant à Leudelange, agissant comme Président.

Le président désigne comme Secrétaire M<sup>e</sup> Gilles Hauben, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit aux fonctions de Scrutateur M<sup>e</sup> Katia Panichi, maître en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le Notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

##### *Ordre du jour:*

1. De changer la dénomination de la Société de UEB INVESTMENT FUND en UNITED INVESTMENT FUND et de modifier l'article 1<sup>er</sup> en conséquence de manière à lire:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de UNITED INVESTMENT FUND.»

2. De modifier l'article 11 en ajoutant un dernier paragraphe V., ayant la teneur suivante:

«V. Co-gestion des avoirs

a) Le conseil d'administration peut décider d'investir et de gérer en commun tout ou partie de la masse d'avoirs constituée pour deux ou plusieurs compartiments (désignés ci-après «Compartiments Participants») lorsque cela paraît

opportun en raison de leurs secteurs d'investissement respectifs. Chaque masse d'avoirs (ci-après la «Masse d'Avairs») sera initialement constituée par le transfert dans cette Masse d'Avairs d'espèces ou (sous réserve des limitations mentionnées ci-après) d'autres avoirs provenant des Compartiments Participants. Par la suite, le conseil d'administration peut effectuer des transferts supplémentaires dans la Masse d'Avairs. Il peut également transférer des avoirs de la Masse d'Avairs dans un Compartiment Participant à concurrence du montant de la participation du Compartiment Participant. Les avoirs autres que les espèces peuvent être apportés à une Masse d'Avairs sous la condition que cet apport soit approprié eu égard au secteur d'investissement de la Masse d'Avairs concernée. Les dispositions de la section III. du présent article s'appliquent à chaque Masse d'Avairs de la même manière qu'elles s'appliquent à un Compartiment Participant.

b) Toutes les décisions de transfert d'avoirs depuis ou à une Masse d'Avairs (désignées ci-après «décisions de transfert») devront être notifiées immédiatement par télex, télécopieur ou par écrit à la banque dépositaire de la Société en mentionnant la date et l'heure à laquelle la décision de transfert a été prise.

c) La participation d'un Compartiment Participant dans une Masse d'Avairs sera mesurée par référence à des unités notionnelles (ci-après «unités») de valeur égale dans la Masse d'Avairs. Lors de la formation d'une Masse d'Avairs, le conseil d'administration fixera la valeur initiale d'une unité exprimée dans la monnaie que les administrateurs considèrent comme adéquate et attribuera à chaque Compartiment Participant des unités d'une valeur totale égale au montant des espèces (ou la valeur d'autres avoirs) contribués. Des fractions d'unités, calculées au millième, seront allouées si nécessaire. Ensuite la valeur d'une unité sera déterminée en divisant la valeur nette de la Masse d'Avairs (calculée de la manière décrite ci-dessus) par le nombre d'unités existantes.

d) Lorsque des espèces ou des avoirs supplémentaires sont apportés ou retirés d'une Masse d'Avairs, le nombre d'unités alloué au Compartiment Participant concerné sera augmenté ou réduit (selon le cas) par le nombre d'unités déterminé en divisant le montant des espèces ou la valeur des avoirs apportés ou retirés par la valeur actuelle d'une unité. Si une contribution est faite en espèces, cette contribution, pour les besoins du calcul, pourra être réduite d'un montant jugé adéquat par le conseil d'administration pour refléter les charges fiscales, les frais de négociation et d'acquisition qui peuvent être encourus pour l'investissement des espèces concernées; dans le cas d'un retrait d'espèces, une augmentation correspondante pourra être faite pour refléter les frais qui seraient encourus lors de la réalisation des titres ou autres avoirs de la Masse d'Avairs.

e) La valeur des avoirs contribués, retirés ou faisant partie d'une Masse d'Avairs à un moment donné et la valeur nette de la Masse d'Avairs seront déterminées conformément aux dispositions (mutatis mutandis) de cet article, étant entendu que la valeur des avoirs, à laquelle il est fait référence ci-dessus, sera déterminée le jour d'une telle contribution ou d'un tel retrait.

f) Les dividendes, les intérêts et autres distributions ayant la forme d'un revenu perçu en relation avec les avoirs détenus dans une Masse d'Avairs seront immédiatement attribués au Compartiment Participant à hauteur de sa participation dans la Masse d'Avairs au moment de la réception. Lors de la dissolution de la Société, les avoirs d'une Masse d'Avairs seront (sous réserve des droits des créanciers) attribués aux Compartiments Participants à hauteur de leur participation respective dans la Masse d'Avairs.»

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que les actionnaires ont été informés de la tenue de la présente Assemblée par une convocation envoyée par lettre simple le 23 mai 2000 et par une convocation publiée au Mémorial et au Luxemburger Wort en date du 22 mai 2000 et du 31 mai 2000.

IV. Qu'il résulte de la liste de présence que sur les trois millions quarante mille neuf cent quatre-vingt-trois (3.040.983) actions émises par la Société, trois millions trente-huit mille deux cent dix-sept (3.038.217) actions sont représentées à la présente Assemblée.

V. Qu'à la suite de ce qui précède, la présente Assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Il est décidé de changer la dénomination de la Société de UEB INVESTMENT FUND en UNITED INVESTMENT FUND et de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts en conséquence de manière à lire:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de UNITED INVESTMENT FUND.»

#### *Deuxième résolution*

Il est décidé de modifier l'article 11 des statuts en ajoutant un dernier paragraphe V., ayant la teneur suivante:

«V. Co-gestion des avoirs

a) Le conseil d'administration peut décider d'investir et de gérer en commun tout ou partie de la masse d'avoirs constituée pour deux ou plusieurs compartiments (désignés ci-après «Compartiments Participants») lorsque cela paraît opportun en raison de leurs secteurs d'investissement respectifs. Chaque masse d'avoirs (ci-après la «Masse d'Avairs») sera initialement constituée par le transfert dans cette Masse d'Avairs d'espèces ou (sous réserve des limitations mentionnées ci-après) d'autres avoirs provenant des Compartiments Participants. Par la suite, le conseil d'administration peut effectuer des transferts supplémentaires dans la Masse d'Avairs. Il peut également transférer des avoirs de la Masse

d'Avoirs dans un Compartiment Participant à concurrence du montant de la participation du Compartiment Participant. Les avoirs autres que les espèces peuvent être apportés à une Masse d'Avoirs sous la condition que cet apport soit approprié eu égard au secteur d'investissement de la Masse d'Avoirs concernée. Les dispositions de la section III. du présent article s'appliquent à chaque Masse d'Avoirs de la même manière qu'elles s'appliquent à un Compartiment Participant.

b) Toutes les décisions de transfert d'avoirs depuis ou à une Masse d'Avoirs (désignées ci-après «décisions de transfert») devront être notifiées immédiatement par télex, télécopieur ou par écrit à la banque dépositaire de la Société en mentionnant la date et l'heure à laquelle la décision de transfert a été prise.

c) La participation d'un Compartiment Participant dans une Masse d'Avoirs sera mesurée par référence à des unités notionnelles (ci-après «unités») de valeur égale dans la Masse d'Avoirs. Lors de la formation d'une Masse d'Avoirs, le conseil d'administration fixera la valeur initiale d'une unité exprimée dans la monnaie que les administrateurs considèrent comme adéquate et attribuera à chaque Compartiment Participant des unités d'une valeur totale égale au montant des espèces (ou la valeur d'autres avoirs) contribuées. Des fractions d'unités, calculées au millième, seront allouées si nécessaire. Ensuite la valeur d'une unité sera déterminée en divisant la valeur nette de la Masse d'Avoirs (calculée de la manière décrite ci-dessus) par le nombre d'unités existantes.

d) Lorsque des espèces ou des avoirs supplémentaires sont apportés ou retirés d'une Masse d'Avoirs, le nombre d'unités alloué au Compartiment Participant concerné sera augmenté ou réduit (selon le cas) par le nombre d'unités déterminé en divisant le montant des espèces ou la valeur des avoirs apportés ou retirés par la valeur actuelle d'une unité. Si une contribution est faite en espèces, cette contribution, pour les besoins du calcul, pourra être réduite d'un montant jugé adéquat par le conseil d'administration pour refléter les charges fiscales, les frais de négociation et d'acquisition qui peuvent être encourus pour l'investissement des espèces concernées; dans le cas d'un retrait d'espèces, une augmentation correspondante pourra être faite pour refléter les frais qui seraient encourus lors de la réalisation des titres ou autres avoirs de la Masse d'Avoirs.

e) La valeur des avoirs contribués, retirés ou faisant partie d'une Masse d'Avoirs à un moment donné et la valeur nette de la Masse d'Avoirs seront déterminées conformément aux dispositions (mutatis mutandis) de cet article, étant entendu que la valeur des avoirs, à laquelle il est fait référence ci-dessus, sera déterminée le jour d'une telle contribution ou d'un tel retrait.

f) Les dividendes, les intérêts et autres distributions ayant la forme d'un revenu perçu en relation avec les avoirs détenus dans une Masse d'Avoirs seront immédiatement attribués au Compartiment Participant à hauteur de sa participation dans la Masse d'Avoirs au moment de la réception. Lors de la dissolution de la Société, les avoirs d'une Masse d'Avoirs seront (sous réserve des droits des créanciers) attribués aux Compartiments Participants à hauteur de leur participation respective dans la Masse d'Avoirs.»

Les résolutions ont été prises à l'unanimité.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Reuter, G. Hauben, K. Panichi, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2000, vol. 124S, fol. 75, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2000.

F. Baden.

(34780/200/140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2000.

**UNITED INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 67.577.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2000.

F. Baden.

(34782/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2000.

**N.S.I., NEW STEP INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 43.189.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 4 mai 2000, vol. 536, fol. 37, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2000.

Signature.

(24387/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.



**EUROPRIUS, Fonds Commun de Placement,  
ayant pour société de gestion EUROPRIUS NBI ASSET MANAGEMENT.**

Siège social: Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 69.683.

—  
**AMENDEMENT AU REGLEMENT DE GESTION**  
Août 2000

Le Conseil d'Administration de la société de gestion sous rubrique (la «Société de Gestion») agissant au nom et pour EUROPRIUS (le «Fonds»), a décidé d'effectuer les modifications suivantes au Règlement de Gestion du Fonds:

- La troisième phrase du deuxième paragraphe de l'article 6 du Règlement de Gestion initialement rédigée ainsi «Ces Parts seront émises sous forme nominative» sera remplacée ainsi «Ces Parts pourront être émises sous forme nominative ou au porteur.».

- Le troisième paragraphe de l'article 10 du Règlement de Gestion initialement rédigé ainsi «Le montant remboursé peut être amputé des frais, taxes, impôts et timbres éventuellement exigibles à cette occasion.» sera remplacé ainsi «Une commission de remboursement pourra être prélevée. Cette commission ne pourra pas excéder 3% de la valeur nette d'inventaire par part du compartiment concerné. Le bénéficiaire de cette commission de rachat sera, le cas échéant, indiqué dans le prospectus. Le montant remboursé pourra également être amputé des frais, taxes, impôts et timbres éventuellement exigibles à cette occasion.»

- Aux articles 7 et 9, toute référence au «jour de calcul» est calligraphiée de la manière suivante: «Date de Calcul». Aux articles 7, 9 et 10, toute référence à la «date de calcul» est calligraphiée de la manière suivante: «Date de Calcul».

Le présent amendement sera publié comme prévu par l'article 12 du Règlement de Gestion et prendra effet 5 jours après la date de sa publication au Mémorial.

EUROPRIUS NBI ASSET MANAGEMENT  
Signature

CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ  
LUXEMBOURG  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2000, vol. 540, fol. 37, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(40418/005/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2000.

**PRISMA PRIVATFINANZ PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Gesellschaftssitz: L-2449 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.

Im Jahre zweitausend, den achtzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Die Aktiengesellschaft PRISMA PRIVATFINANZ AG, mit Sitz in Eschborn, Deutschland, hier vertreten durch Herrn Tom Weiland, Privatbeamter, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 13. Juli 2000.

2) Die Aktiengesellschaft HORIZON HOLDING S.A., mit Sitz in Luxemburg, hier vertreten durch Herrn Tom Weiland, vorgeannt, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 13. Juli 2000.

Vorgenannte Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten haben die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft (société anonyme) wie folgt festgelegt:

**Die Gesellschaft**

**Art. 1.** Es wird hierdurch zwischen den Unterzeichnern und allen Eignern der danach ausgegebenen Gesellschaftsanteile eine Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft gegründet, die eine Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital (SICAV) unter dem Namen PRISMA PRIVATFINANZ PORTFOLIO (die «Gesellschaft») darstellt.

**Dauer**

**Art. 2.** Die Gesellschaft wird für einen unbegrenzten Zeitraum gegründet. Sie kann jederzeit durch einen Beschluss der Gesellschafter aufgelöst werden, der in der Form erfolgt, die gemäss nachstehendem Artikel 30 für Satzungsänderungen vorgeschrieben ist.

**Gegenstand**

**Art. 3.** Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in Investmentanteilen zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung der Anlagevermögen zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Massnahme treffen und Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen bzw. jede spätere Fassung desselben (das «Gesetz von 1988») erlaubt.

## **Geschäftssitz**

### **Art. 4.**

1) Der Geschäftssitz der Gesellschaft wird in der Stadt Luxemburg, im Grossherzogtum Luxemburg, errichtet. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der «Verwaltungsrat») errichtet werden.

2) Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese ausserordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehenden Massnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, unbeschadet der vorübergehenden Verlegung ihres Geschäftssitzes, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

## **Gesellschaftskapital - Aktien**

### **Art. 5.**

1) Die konsolidierte Bilanz der Gesellschaft ist in Euro ausgedrückt.

2) Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert («Anteile») dargestellt und ist in mehrere Kategorien von Anteilen eingeteilt, nämlich ausschüttende und thesaurierende Anteile sowie andere Anteile mit den jeweils vom Verwaltungsrat bestimmten Merkmalen, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen, wie in der Folge definiert. Der Verwaltungsrat kann bestimmen, welche Kategorien von Anteilen ausgegeben werden.

3) Die ausschüttenden Anteile, sofern ausgegeben, berechtigen ihre Eigner zum Dividendenbezug gemäss Beschluss einer getrennten Gesellschafterversammlung der Eigner der ausschüttenden Anteile einer Klasse, wie in Artikel 28 beschrieben. Die thesaurierenden Anteile berechtigen ihre Eigner nicht zum Dividendenbezug, jedoch falls eine Dividende aus ausschüttenden Anteilen bei einer getrennten Gesellschafterversammlung der Eigner der ausschüttenden Anteile einer gegebenen Klasse von Anteilen erklärt wird, muss ein der Dividendenausschüttung entsprechender Betrag jedem thesaurierenden Anteil der betreffenden Klasse zugeteilt werden, wie in Artikel 28 beschrieben. Andere Kategorien von Anteilen beinhalten die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmten Rechte.

4) Das Mindestkapital der Gesellschaft ist der Gegenwert in Euro von mindestens fünfzig Millionen Luxemburger Franken (LUF 50.000.000,-).

5) Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit Anteile zum Ausgabepreis pro Anteil und, im Rahmen der jeweiligen Anteilsklasse, verschiedene Kategorien von Anteilen gem. Artikel 26 auszugeben, ohne den bestehenden Gesellschaftern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neu auszugebenden Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der «Verwaltungsrat») kann jedem seiner Mitglieder oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder rechtmässig ermächtigten Person die Befugnis und Pflicht übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlung für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

6) Solche Anteile können gemäss Beschluss des Verwaltungsrates verschiedenen Klassen angehören und ebenfalls nach Beschluss des Verwaltungsrates in unterschiedlichen Währungen notiert sein. Der Erlös der Ausgabe jeder Anteilsklasse wird gemäss Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere bzw. in solche andere zulässige Anlagenwerte investiert, die den geographischen Regionen, Industriesektoren, Währungsgebieten entsprechen und die Vorschriften betreffend spezieller Formen von Aktien oder festverzinslichen Wertpapieren berücksichtigen, die der Verwaltungsrat für die betreffenden Anteilsklassen bestimmt.

7) Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

8) Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jeder Klasse, die nicht in Euro ausgedrückt sind, in Euro umgerechnet, so dass das Gesellschaftskapital der Summe aller Inventarwerte aller Klassen ausgedrückt in Euro entspricht.

## **Inhaber- und Namensanteile**

### **Art. 6.**

1) Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Namens- oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Eigner von Inhaberanteilen die Zusendung oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Kategorie bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

2) Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschliesst, dass die Eigner einer Klasse keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird dem Anleger statt dessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Eigner eines Namensanteils, dass ihm Anteilzertifikate oder eine Bestätigung für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

3) Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf drei Stellen hinter dem Komma auf- oder abgerundet werden. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

4) Anteilzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmässig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

5) Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

6) Die Gesellschaft kann vorübergehend Anteilscheine in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschliessen wird.

7) Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises (gem. Artikel 26) ausgegeben. Die Übertragung der Anteile in entsprechender Höhe an den Zeichner erfolgt unverzüglich nach Eingang des vollständigen Kaufpreises bei der Depotbank.

8) Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um ausschüttende Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister («Register») oder an jene Anschrift, die dem Verwaltungsrat schriftlich angegeben worden ist. Bezüglich ausschüttender Inhaberanteile erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen.

9) Eine Dividende, die erklärt, aber nicht auf einen ausschüttenden Inhaberanteil ausbezahlt wurde, insbesondere wenn kein Ertragsschein vorgelegt wird, kann nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung vom Eigner eines solchen Anteils nicht mehr eingefordert werden und wird der jeweiligen Anteilsklasse der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

10) Sämtliche ausgegebene Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. Dieses Register soll den Namen jedes Eigners von Namensanteilen, seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, (im Falle gemeinsam gehaltener Anteile nur die Adresse des im Zeichnungsantrag Erstgenannten) und die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile enthalten. Jede Übertragung und Rückgabe eines Namensanteils muss in das Register eingetragen werden, nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die vom Verwaltungsrat für eine derartige Registrierung in Bezug auf den Rechtsanspruch auf den Anteil festgelegt wird.

11) Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

12) Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilscheine.

13) Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister anlässlich der Aushändigung des/der Zertifikate/s über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig scheinen.

14) Jeder Eigner eines Namensanteils muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an den Anteilseigner können an jene Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Im Falle von Miteigentümern an Anteilen wird lediglich die Anschrift des Erstzeichners im Register eingetragen und alle Mitteilungen werden an diese Anschrift gesandt. Falls ein Anteilseigner eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann die Gesellschaft beschliessen, dass eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen wird und dass angenommen wird, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift mitgeteilt hat. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft, an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäss Bestimmung der Gesellschaft.

15) Falls infolge einer von einem Zeichner gemachten Zahlung die Ausgabe von Bruchteilsanteilen erforderlich ist, ist ein solcher Bruchteil in das Register einzutragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilscheine, die volle Anteile darstellen, ausgegeben.

16) Für Inhaber- und Namensanteile können auch Sammelurkunden ausgestellt und die Lieferung effektiver Stücke kann ausgeschlossen werden.

### **Verlorene und zerstörte Zertifikate**

**Art. 7.** Falls ein Eigner von Inhaberanteilen der Gesellschaft in zufriedenstellender Art nachweisen kann, dass sein Anteilschein verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann, auf sein Verlangen, ein Duplikat des Anteilscheins unter den Bedingungen und Gewährleistungen ausgestellt werden, wie die Gesellschaft bestimmt, einschliesslich, jedoch nicht beschränkt auf eine Garantieerklärung von einer Versicherungsgesellschaft. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilscheins, mit dem Vermerk «Duplikat», wird der ursprüngliche Anteilschein, an dessen Stelle der neue ausgegeben worden ist, ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Anteilinhaber die Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilzertifikates als Ersatz für den verlegten, beschädigten oder zerstörten Anteilschein zu belasten.

### **Einschränkung des Anteilbesitzes**

#### **Art. 8.**

1) Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (ausser Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile einer Klasse und/oder Kategorie von einer Person (im folgenden «ausgeschlossene Person» genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt; oder  
b) deren Anteilbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

2) Die Gesellschaft kann dementsprechend den Erwerb und Besitz von Gesellschaftsanteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung nicht dazu führen könnte, dass dadurch ein rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, der Gesellschaft alle Angaben zu liefern, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile rechtlich oder wirtschaftlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder wirtschaftlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, Anordnung der zwangsweisen Veräusserung all dieser von einer ausgeschlossenen Person gehaltenen Anteile nach folgenden Modalitäten verlangen:

(1) Die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend «Rücknahmeaufforderung» genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Rücknahmepreis dieser Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahmeaufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankierten Einschreibebrief an seine zuletzt bekannte oder im Register der Gesellschaft eingetragene Anschrift. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft den oder die Anteilscheine, auf die sich die Rücknahmeaufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahmeaufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahmeaufforderung genannten Anteilen und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend «Rücknahmepreis» genannt), zu dem die genannten Anteile gemäss Rücknahmeaufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Klasse und innerhalb einer Anteilsklasse der betroffenen Kategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 26 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer entsprechenden Rücknahmegebühr und/oder Handelsgebühr gem. Artikel 21.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung der jeweiligen Anteilklasse geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder bei einer anderen Zahlstelle (wie in der Rücknahmeaufforderung festgehalten) zur Zahlung gegen Aushändigung des Anteilscheins oder der Zertifikate, welche die Anteile beurkunden, wie sie in der Rücknahmeaufforderung benannt sind oder gegen Aushändigung von Zertifikaten, die Namensanteile verkörpern, wenn solche Zertifikate ausgegeben worden sind, hinterlegt. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie, wie in der Rücknahmeaufforderung aufgeführt, innehat sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder jegliche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte.

(4) Die Ausübung durch die Gesellschaft der ihr gemäss diesem Artikel zustehenden Rechte kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen habe, oder dass der tatsächliche Eigner von Anteilen ein anderer gewesen sei, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass in jedem Falle die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind.

(5) Die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch eine ausgeschlossene Person ablehnen.

### **Rechte der Hauptversammlung der Gesellschafter**

#### **Art. 9.**

1) Jede ordnungsgemäss abgehaltene Gesellschafterversammlung stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Gesellschafter verbindlich, unabhängig von der Klasse oder Kategorie von Anteilen, die von denselben gehalten werden, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Gesellschafterversammlung der Anteilseigner einer bestimmten Klasse oder Kategorie gemäss den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

2) Die Gesellschafterversammlung hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die allgemeinen Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

### **Hauptversammlung**

#### **Art. 10.**

1) Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter wird in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten. Diese findet am dritten Donnerstag des Monats April jeden Jahres, zum ersten Mal im Jahre 2002 statt. Falls dieser Tag kein Bank-geschäftstag in Luxemburg ist, wird die Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls aussergewöhnliche Umstände dies gemäss Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

2) Andere Gesellschafterversammlungen können an den Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in entsprechender Einladung genannt werden.

### **Getrennte Gesellschafterversammlung**

**Art. 10A.** Getrennte Gesellschafterversammlungen der Anteilseigner einer bestimmten Klasse oder Klassen, einer bestimmten Kategorie oder Kategorien können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 11 niedergelegten Grundsätze sinngemäss. Eine getrennte Gesellschafterversammlung kann bezüglich der betreffenden Klasse oder Klassen, Kategorie oder Kategorien, über alle Angelegenheiten beschliessen, wie zum Beispiel die Ausschüttung von Dividenden der bestimmten Klasse oder Klassen, Kategorie oder Kategorien, die gemäss Gesetz oder dieser Satzung nicht der Hauptversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Gesellschafterversammlungen dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Klassen oder Kategorien, oder in die Rechte und Kompetenzen der Hauptversammlung oder des Verwaltungsrats eingreifen.

## **Beschlussfähigkeit und Abstimmung**

### **Art. 11.**

- 1) Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für Einberufung von Gesellschaftsversammlungen oder von getrennten Gesellschafterversammlungen von Anteilseignern einer oder mehrerer Klassen oder Kategorien.
- 2) Jeder Anteil einer Klasse oder Kategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.
- 3) Ein Anteilseigner kann an jeder Gesellschafterversammlung selbst teilnehmen oder sich mittels einer in Schriftform oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.
- 4) Unter Vorbehalt anderslautender, gesetzlicher oder satzungsgemässiger Bestimmungen werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Gesellschafterversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefasst. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Gesellschaftsversammlung teilnehmen zu können.

### **Einladungen**

**Art. 12.** Die Gesellschafterversammlungen werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Diese erfolgt wenigstens 8 Tage vorher durch einen an die Eigner von Namensanteilen geschickten Brief. Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muss die Einberufung in Luxemburg im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in einer Luxemburger Zeitung und in einer oder mehreren anderen Zeitungen in all jenen Ländern, wo Anteile öffentlich vertrieben werden, nach Wahl des Verwaltungsrats veröffentlicht werden.

### **Der Verwaltungsrat**

**Art. 13.** Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Gesellschafter sein brauchen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Gesellschafter für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzen wird. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abberufen und/oder ersetzt werden. Auf der Hauptversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn

- a) diese andere Person wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen oder
- b) ein Gesellschafter, der bei der anstehenden Gesellschafterversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, unterbreitet dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Gesellschafterversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Gesellschafter den Verzicht auf die obenaufgeführten Erklärungen beschliessen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

### **Interne Organisation des Verwaltungsrates**

### **Art. 14.**

- 1) Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Hauptversammlung verantwortlich ist.
- 2) Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder an den in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.
- 3) Ist ein Vorsitzender gewählt, so führt er den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.
- 4) Schriftliche, telegrafische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind. Auf Grund von Zustimmungserklärungen aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einladung ist ferner nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im voraus festgelegt worden sind.
- 5) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats mittels einer Vollmacht in Schriftform oder durch Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer vertreten lassen.
- 6) Der Verwaltungsrat ist nur bei einer ordnungsgemäss erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig. Einzelne Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen verpflichten, ausser wenn sie durch einen speziellen Verwaltungsratsbeschluss dazu ermächtigt sind.
- 7) Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen, kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschliessen, wenn mindestens zwei seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme über Telefonverbindung gestattet ist. Beschlüsse werden durch die Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid.

8) Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluss herbeiführen durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehreren gleichlautenden Urkunden.

9) Der Verwaltungsrat kann einen Geschäftsführer und einen stellvertretenden Geschäftsführer sowie weitere Organe oder sonstige Bevollmächtigte ernennen, wie es für die Geschäfte und die Verwaltung der Gesellschaft notwendig erscheint. Jede dieser Ernennungen kann zu jeder Zeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

10) Die Geschäftsführer brauchen nicht Mitglieder des Verwaltungsrats oder Gesellschafter zu sein. Die so ernannten Geschäftsführer erhalten die Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat in seinem Beschluss übertragen werden. Der Verwaltungsrat kann Vollmacht für die tägliche Führung der Gesellschaft und die Umsetzung der Geschäftspolitik an natürliche oder juristische Personen übertragen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten, Kompetenzen und Entscheidungsspielräume auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder nicht) besteht.

### **Protokolle der Verwaltungsratssitzungen**

**Art. 15.** Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrates zu unterzeichnen.

### **Festlegung der Anlagepolitik**

#### **Art. 16.**

1) Der Verwaltungsrat ist mit weitreichenden Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat wahrgenommen werden.

2) Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Gesellschaftern in der Hauptversammlung gemäss Satzung zustehen und gemäss den vorstehenden Einschränkungen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jede Anteilsklasse nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäss Gesetz oder Verordnungen sowie solcher, die vom Verwaltungsrat beschlossen werden.

3) Ziel der Anlagepolitik der Gesellschaft ist es, durch aktiv oder passiv verwaltetes Portefeuille einen den Marktverhältnissen und der gewählten Anlagepolitik entsprechenden Ertrag in Euro zu erreichen, indem Anlagen in anderen Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs getätigt werden.

4) Bei der Festlegung und Umsetzung der Anlagepolitik wird der Verwaltungsrat dafür sorgen, dass die folgenden Anlageregeln eingehalten werden:

a) Es dürfen lediglich Anteile an

(1) Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks-, gemischten Wertpapier- und Grundstücks- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen nach dem deutschen Gesetz über Kapitalanlagegesellschaften, welche keine Spezialfonds sind, und/oder

(2) Investmentvermögen, die keine Spezialfonds sind und bei denen die Anteilinhaber das Recht zur Rückgabe ihrer Anteile haben und die entweder nach dem deutschen Auslandsinvestment-Gesetz in Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen oder welche in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investmentaufsicht unterliegen, (insgesamt die «Zielfonds») erworben werden.

b) Der Wert der Anteile der Zielfonds darf 51 % des Nettofondsvermögens der jeweiligen Anteilsklasse nicht unterschreiten.

c) Darüber hinaus dürfen bis zu 49 % des Nettofondsvermögens der jeweiligen Anteilsklasse in Bankguthaben, Einlagezertifikaten und anderen Geldmarktpapieren mit einer restlichen Laufzeit zum Zeitpunkt ihres Erwerbs von höchstens 12 Monaten zu Liquiditätszwecken gehalten werden.

d) Anteile der Zielfonds, die mehr als 5 % des Nettofondsvermögens in Anteilen an weiteren Investmentvermögen anlegen dürfen, dürfen nur erworben werden, wenn die von den Zielfonds gehaltenen Anteile nach den Vertragsbedingungen oder der Satzung der deutschen Kapitalanlagegesellschaft oder der ausländischen Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.

e) Es dürfen nicht mehr als 20 % des Nettofondsvermögens einer Anteilsklasse in Anteilen eines einzigen Zielfonds gehalten werden.

f) Es dürfen nicht mehr als 10 % der ausgegebenen Anteile eines einzigen Zielfonds gehalten werden.

g) Ist ein Zielfonds Teilfonds eines Umbrella-Fonds, so beziehen sich die in e) und f) oben genannten Grenzen jeweils auf den Teilfonds und nicht auf den gesamten Umbrella-Fonds. Soweit es sich bei den Zielfonds um Teilfonds eines Umbrella-Fonds handelt, ist der Erwerb der Zielfondsanteile mit einem zusätzlichen Risiko verbunden, weil der Umbrella-Fonds Dritten gegenüber insgesamt für die Verbindlichkeiten jedes Teilfonds haften kann. Unter Berücksichtigung des Prinzips der Risikostreuung achtet die Gesellschaft auf eine ausgewogene Anlage ihres Nettovermögens und wird dabei übermässige Konzentrationen auf Teilfonds eines einzigen Zielfonds vermeiden. Jedoch kann die Gesellschaft bis zu hundert Prozent ihres Nettovermögens in Anteile von Zielfonds luxemburgischen Rechts der BNP Paribas Gruppe anlegen, in welchem Falle diese Zielfonds im Merkblatt des jeweiligen Teilfonds erwähnt werden.

5) Es werden als Zielfonds überwiegend Aktien-, Renten und/oder geldmarktnahe Fonds ausgewählt. Dabei erwirbt die Gesellschaft keine Anteile anderer Dachfonds (mit Ausnahme von Anlagen gemäss 4) d) oben), Futures Fonds, Venture-Capital-Fonds oder Spezialfonds. Die Fondsanlagen lauten auf europäische und übrige Währungen.

6) Der Umfang, in dem die Gesellschaft ausländische Investmentanteile erwirbt, ist keiner Beschränkung unterworfen.

7) Die Gesellschaft legt in Investmentfonds an, welche ihren Sitz und ihre Geschäftsleitung in Mitgliedstaaten der EU, in der Schweiz, in den USA, in Kanada oder in Japan haben.

8) Im Hinblick auf die verantwortungsvolle Verwaltung des Fondsvermögens und innerhalb der Grenzen, die durch die anwendbaren Gesetze und die Ausführungsbestimmungen und anwendbare Verwaltungspraxis hierzu festgesetzt sind, kann die Gesellschaft die nachfolgenden Anlagetechniken und Instrumente, die zur Deckung von Wechselkursrisiken bestimmt sind, nutzen:

1. Wertpapieroptionsgeschäfte.

Die Gesellschaft kann sowohl Kauf- als auch Verkaufsoptionen kaufen und verkaufen, sofern es sich um Optionen handelt, die auf einem geregelten Markt, der ordnungsgemäss funktioniert, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelt werden.

Im Rahmen der vorgenannten Geschäfte sind für alle Teilfonds der Gesellschaft folgende Vorschriften zu beachten:

1.1. Vorschriften für Optionskäufe.

Die Summe der Prämien, die für den Erwerb der hier aufgeführten, im Umlauf befindlichen Kauf- und Verkaufsoptionen gezahlt wurde, darf zusammen mit der Summe der für den Erwerb der nachstehend unter Punkt 2.3 aufgeführten, im Umlauf befindlichen Kauf- und Verkaufsoptionen gezahlten Prämien 15% des Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds nicht überschreiten.

1.2. Vorschriften zur Gewährleistung der Absicherung von Verbindlichkeiten aus Optionsgeschäften.

Bei Abschluss von Verträgen über den Verkauf von Kaufoptionen hat die Gesellschaft entweder im Besitz der zugrunde liegenden Wertpapiere oder gleichwertiger Kaufoptionen oder sonstiger Instrumente zu sein, die eine entsprechende Absicherung für die sich aus den betreffenden Verträgen (wie z. B. Optionsscheine) ergebenden Verbindlichkeiten gewährleisten. Die den verkauften Kaufoptionen zugrunde liegenden Wertpapiere dürfen so lange nicht veräussert werden, wie diese Optionen bestehen, es sei denn, dass diese durch entgegengesetzte Optionen oder sonstige Instrumente, die zu diesem Zweck verwendet werden können, abgesichert sind. Das gleiche gilt für gleichwertige Kaufoptionen oder sonstige Instrumente, die die Gesellschaft halten muss, falls sie die zugrunde liegenden Wertpapiere zum Zeitpunkt des Verkaufs der betreffenden Optionen nicht besitzt.

In Abweichung von dieser Vorschrift kann die Gesellschaft Kaufoptionen auf Wertpapiere verkaufen, die sie zum Zeitpunkt des Abschlusses des Optionsvertrages nicht besitzt, sofern die folgenden Bedingungen beachtet werden:

- Der Ausübungspreis der so verkauften Kaufoptionen darf 25% des Nettovermögenswertes des jeweiligen Teilfonds nicht übersteigen.

- Die Gesellschaft muss jederzeit in der Lage sein, die Absicherung der im Rahmen dieser Verkäufe übernommenen Positionen zu gewährleisten.

Falls der Teilfonds Verkaufsoptionen verkauft, muss er für die gesamte Laufzeit des Optionsvertrages eine angemessene Absicherung in Form von ausreichenden Barmitteln bereithalten, die er möglicherweise benötigt, um die Wertpapiere zu bezahlen, die ihm bei Ausübung der Optionen von der Gegenseite geliefert werden.

1.3. Bedingungen und Grenzen für den Verkauf von Kaufoptionen und den Verkauf von Verkaufsoptionen.

Die Summe der sich aus dem Verkauf von Kaufoptionen und dem Verkauf von Verkaufsoptionen (mit Ausnahme des Verkaufs von Kaufoptionen, für die der jeweilige Teilfonds über eine angemessene Absicherung verfügt) ergebenden Verbindlichkeiten und die Summe der sich aus den nachstehend unter Punkt 2.3 genannten Geschäften ergebenden Verbindlichkeiten dürfen zu keinem Zeitpunkt den Nettovermögenswert des jeweiligen Teilfonds übersteigen.

In diesem Zusammenhang entsprechen die eingegangenen Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen dem Gesamtbetrag der bei der Ausübung dieser Optionen geltenden Preise.

2. Termin- und Optionskontrakte auf Finanzinstrumente.

Mit Ausnahme der nachstehend in den Punkten 2.1 und 2.2 aufgeführten freihändigen Geschäfte dürfen sich die hier aufgeführten Geschäfte nur auf Kontrakte beziehen, die auf einem geregelten Markt, der ordnungsgemäss funktioniert, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelt werden.

Vorbehaltlich der nachstehend aufgeführten Bedingungen können diese Geschäfte zur Absicherung oder zu einem anderen Zweck abgeschlossen werden.

2.1. Geschäfte zur Absicherung der mit der Entwicklung der Börsenmärkte verbundenen Risiken.

Zur globalen Absicherung gegen das Risiko einer ungünstigen Entwicklung der Börsenmärkte kann die Gesellschaft für jeden einzelnen Teilfonds Terminkontrakte auf Börsenindizes verkaufen. Mit dem gleichen Ziel kann sie auch Kaufoptionen auf Börsenindizes verkaufen oder Verkaufsoptionen auf Börsenindizes kaufen.

Das Ziel dieser Absicherungsgeschäfte setzt voraus, dass ein entsprechend enger Zusammenhang zwischen der Zusammensetzung des jeweiligen Indexes und der des jeweiligen Portfolios besteht.

Die Gesamtverbindlichkeiten aus Terminkontrakten und Optionskontrakten auf Börsenindizes dürfen grundsätzlich zusammen den gesamten Börsenwert der Wertpapiere nicht überschreiten, die von der Gesellschaft auf dem diesem Index entsprechenden Markt gehalten werden.

2.2. Geschäfte zur Absicherung der Risiken von Zinsschwankungen.

Mit dem Ziel der globalen Absicherung gegen das Risiko von Zinsschwankungen kann die Gesellschaft in jedem Teilfonds Zinsterminkontrakte verkaufen. Mit dem gleichen Ziel kann sie auch Kaufoptionen auf Zinssätze verkaufen oder Verkaufsoptionen auf Zinssätze kaufen oder einen Zinsswap im Rahmen von freihändigen Geschäften mit erstklassigen Finanzinstituten, die auf diese Geschäfte spezialisiert sind, tätigen.

Grundsätzlich darf die Gesamtheit der sich auf Termin-, Options- und Zinsswapkontrakte beziehenden Verbindlichkeiten den Gesamtwert der abzusichernden Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds, die in der Währung der betreffenden Kontrakte gehalten werden, nicht überschreiten.

### 2.3. Geschäfte mit einem anderen Ziel als Absicherung.

Neben den Optionskontrakten auf Wertpapiere und den Devisenkontrakten kann die Gesellschaft mit einem anderen Ziel als der Absicherung Termin- und Optionskontrakte auf alle Arten von Finanzinstrumenten kaufen und verkaufen, sofern die Summe der sich aus diesen Kauf- und Verkaufsgeschäften ergebenden Verbindlichkeiten - kumuliert mit der Summe der sich aus den Verkäufen von Kaufoptionen und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere ergebenden Verbindlichkeiten - zu keinem Zeitpunkt den Wert des Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds übersteigt.

Die Verkäufe von Kaufoptionen auf Wertpapiere, für die die Gesellschaft über eine angemessene Absicherung verfügt, werden für die Berechnung der Summe der vorstehend aufgeführten Verbindlichkeiten nicht in Betracht gezogen.

In diesem Zusammenhang werden die sich aus Geschäften, die nicht Optionen auf Wertpapiere zum Gegenstand haben, ergebenden Verbindlichkeiten wie folgt definiert:

- Die sich aus Terminkontrakten ergebenden Verbindlichkeiten entsprechen dem Liquidationswert der Netto-positionen der Kontrakte auf identische Finanzinstrumente (nach Aufrechnung der Kauf- und Verkaufspositionen), ohne dass die jeweiligen Fälligkeitstermine zu berücksichtigen sind, und

- die sich aus gekauften und verkauften Optionskontrakten ergebenden Verbindlichkeiten entsprechen der Summe der Ausübungspreise der Optionen, welche die Nettoverkaufspositionen ein und desselben zugrundeliegenden Vermö-genswertes bilden, ohne dass die jeweiligen Fälligkeitstermine zu berücksichtigen sind.

Es wird darauf verwiesen, dass die Summe der Prämien, die für den Erwerb der hier aufgeführten, im Umlauf befind-lichen Kauf- und Verkaufsoptionen gezahlt wurde, zusammen mit der Summe der für den Erwerb der vorstehend unter Punkt 1.1 aufgeführten Kaufoptionen und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere gezahlten Prämien 15 % des Nettover-mögens des jeweiligen Teilfonds nicht überschreiten darf.

3. Der Abschluss von Wertpapierleihgeschäften und Wertpapierpensionsgeschäften ist nicht zulässig.

9) a) Das Vermögen einer Anteilsklasse darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

b) Die Gesellschaft darf nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.

c) Die Gesellschaft darf nicht in Immobilien, Edelmetalle, Edelmetallkontrakte, Waren oder Warenkontrakte investieren.

10) a) Kredite zu Lasten des Vermögens der Gesellschaft oder einer ihrer Anteilklassen dürfen nur kurzfristig und in Höhe von bis zu 10 % des jeweiligen Vermögens aufgenommen werden; die Kreditaufnahme bedarf der Zustimmung der Depotbank zu den Darlehensbedingungen.

b) Die zum Vermögen der Gesellschaft oder einer ihrer Anteilklassen gehörenden Wertpapiere und Forderungen dürfen nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen zu Lasten von Vermögen der Gesellschaft oder einer ihrer Anteilklassen gemäss dem vorstehenden Absatz 10) a) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschluss- oder Nach-schussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit derivativen Finanzinstrumenten.

c) Es dürfen keine Geschäfte zu Lasten des Vermögens der Gesellschaft oder einer ihrer Anteilklassen vorgenommen werden, die den Verkauf von nicht zu diesem Vermögen gehörenden Wertpapieren zum Gegenstand haben. Wertpapier-Kaufoptionen dürfen Dritten nicht eingeräumt werden.

## Unvereinbarkeitsbestimmungen

### Art. 17.

1) Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäfts-führer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer, Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

2) Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Gesell-schafter, Geschäftsführer oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist nicht, infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesell-schaft oder Firma, verhindert, für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

3) Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Solche Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Gesellschafterhauptversammlung offenzulegen.

4) Der hier verwendete Ausdruck «persönliches Interesse» umfasst nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die Depotbank (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unter-nehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

## Anspruchswahrung gegenüber Depotbank und Freistellung

### Art. 18.

(1) Die Gesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilseigner gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilseigner nicht aus.

(2) Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testaments-vollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei, in Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, eines anderen Unternehmens, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubigerin sie ist, verwickelt wurde, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen



Fahrlässigkeit oder schlechte Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwältinnen eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schliessen andere Rechte nicht aus, auf die solche Personen einen berechtigten Anspruch haben.

### **Vertretung**

**Art. 19.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder falls der Verwaltungsrat entsprechende Delegationsbeschlüsse gefasst hat - durch die gemeinsamen Unterschriften eines Verwaltungsratsmitgliedes und einem Geschäftsführer oder Prokuristen oder, für genau bezeichnete Einzelgeschäfte, durch die Einzelunterschriften solcher Personen, welchen durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

### **Wirtschaftsprüfer**

**Art. 20.** Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé»), der gegenüber der Gesellschaft die in Artikel 89 des Gesetzes von 1988 beschriebenen Pflichten wahrnimmt.

### **Rücknahme und Umtausch der Anteile**

#### **Art. 21.**

1) Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

2) Jeder Gesellschafter kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen, gegebenenfalls mit einem Minimum versehenen und vom Verwaltungsrat beschlossenen, Teil seiner Anteile zurückkauft, unter dem Vorbehalt, dass die Gesellschaft nicht verpflichtet ist, an einem Bewertungstag (wie nachstehend definiert) oder in irgendeinem Zeitraum von zwei aufeinanderfolgenden Bewertungstagen mehr als 10 % der ausstehenden Anteile einer Klasse zurückzukaufen. Zu diesem Zwecke gilt eine Umwandlung von Anteilen irgendeiner Klasse als Rücknahme.

3) Gehen bei der Gesellschaft an einem Bewertungstag oder in einem Zeitraum von zwei aufeinanderfolgenden Bewertungstagen Rücknahme- oder Umwandlungsanträge für eine grössere als die genannte Zahl von Anteilen ein, ist die Gesellschaft befugt, die Rücknahme oder Umwandlung bis zum zweiten darauffolgenden Bewertungstag aufzuschieben. Diese Rücknahme- und Umwandlungsanträge werden gegenüber später eingegangenen Anträgen bevorzugt behandelt.

4) Der Rücknahmepreis wird innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von drei Kalendertagen nach Eingang des vollständigen Rücknahmeantrages bei der Gesellschaft, gezahlt. Der Lauf der vorgenannten Fristen beginnt bei der Rücknahme von Anteilen, für welche Zertifikate ausgestellt wurden, erst mit Zugang des Zertifikates bei der Gesellschaft. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil der jeweiligen Klasse, in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikels 26 dieser Satzung berechnet, abzüglich von geschätzten Handelsgebühren und/oder einer Rücknahmegebühr von bis zu 3%, insoweit diese vom Verwaltungsrat beschlossen und im Verkaufsprospekt beschrieben sind.

5) Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von aussergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens einer Anteilsklasse nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Gesellschaft unverzüglich Gegenstände des Fondsvermögens veräussern, um die Zahlung so schnell wie möglich durchführen zu können, jedoch ohne Zinsen.

6) Der Antrag auf Rücknahme der Anteile ist vom Anteilseigner schriftlich direkt an die Gesellschaft oder an eine der Vertriebsstellen bis zu dem im Verkaufsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile zurückgegeben werden sollen. Die Anteilzertifikate müssen mit allen noch nicht fälligen Coupons versehen sein. Ein ordnungsgemäss erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, ausser im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme.

7) Jeder Anteilseigner kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile in Anteile einer anderen Klasse, sowie innerhalb einer Klasse von einer Kategorie in eine andere Kategorie beantragen, gemäss einer Umtauschformel und Grundsätzen, die jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt werden und im geltenden Verkaufsprospekt der Gesellschaft dargelegt sind. Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, den Umtausch der Anteile einer Klasse in Anteile einer anderen Klasse oder innerhalb einer Klasse von einer Kategorie in eine andere Kategorie mit einer Gebühr zu belegen, Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen oder gänzlich zu untersagen, wie die im geltenden Verkaufsprospekt beschrieben sind. Dabei kann der Verwaltungsrat insbesondere die Frequenz von Umtauschanträgen begrenzen oder den Umtausch von ausschüttenden in thesaurierende Anteile mit einer Gebühr belasten.

8) Falls das Vermögen eines Fonds den Stand nicht erreicht bzw. unter einen Stand fällt, den der Verwaltungsrat als notwendig erachtet, um eine vernünftige Geschäftsführung zu gewährleisten oder, falls der Verwaltungsrat es für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Fonds von Einfluss sind, kann der Verwaltungsrat, nachdem er im voraus die betreffenden Anteilseigner unterrichtet hat, alle (aber nicht nur einige) Anteile des betreffenden Fonds an dem dem Fristablauf folgenden Bewertungstag zu einem Rücknahmepreis, welcher die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schliessung des betreffenden Fonds widerspiegelt, jedoch ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurückzunehmen oder 30 Tage nach dieser Benachrichtigung den Fonds mit einem anderen Fonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW verschmelzen.

9) Die Schliessung eines Fonds verbunden mit zwangsweiser Rücknahme aller betreffenden Anteile oder die Verschmelzung mit einem anderen Fonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW jeweils aus anderen Gründen, als den des Mindestvolumens seiner Vermögenswerte, oder wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Fonds von Einfluss sind, kann nur mit dem vorherigen Einverständnis der Anteilseigner dieses zu schliessenden oder zu verschmelzenden Fonds auf einer ordnungsgemäss einberufenen getrennten Gesellschafterversammlung der Anteilseigner des betreffenden Fonds, welche wirksam ohne Quorum gehalten werden und mit einer Mehrheit von 50 % der anwesenden oder vertretenen Anteile entscheiden kann, beschlossen werden.

10) Eine solcherweise vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilseignern gutgeheissene Verschmelzung ist für die Anteilseigner des betreffenden Fonds nach Ablauf einer dreissigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Anteilseigner an bindend, ausser im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement», welche Verschmelzung nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend ist. Ein Antrag eines Anteilseigners auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist kann nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden. Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Fonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

11) Die Gesellschaft hat die Anteilseigner durch Veröffentlichung einer Rücknahmeanündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Anteilseigner und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeanündigung mittels Brief an diese Adressaten.

### **Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen**

#### **Art. 22.**

1) Der Inventarwert der Vermögen der Gesellschaft («Inventarwert»), der Inventarwert je Anteil jeder Klasse und, sofern anwendbar, der Inventarwert der innerhalb einer Klasse ausgegebenen Anteilskategorien wird, ausser in den nachstehend beschriebenen Fällen einer Aussetzung, in der betreffenden Währung und in den vom Verwaltungsrat der Gesellschaft festgesetzten Zeitabständen, insofern es sich dabei um einen Bankarbeitstag in Luxemburg handelt («Bewertungstag»), jedoch mindestens einmal im Monat, bestimmt.

2) Der Inventarwert je Anteil einer Klasse wird an jedem Bewertungstag berechnet, indem der gesamte Inventarwert der betreffenden Klasse durch die Anzahl der ausstehenden Anteile dividiert wird. Der gesamte Inventarwert der betreffenden Klasse repräsentiert dabei den Marktwert der in ihm enthaltenen Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

3) Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes einer jeden Anteilsklasse, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen einer Anteilsklasse, ebenso wie den Umtausch von Anteilen innerhalb einer Anteilsklasse zeitweilig aussetzen:

a) wenn ein Markt oder eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere der entsprechenden Klasse gehandelt wird (ausser an gewöhnlichen Feiertagen), geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist; oder

b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu verkaufen oder zu bewerten; oder

c) wenn die zur Kursbestimmung eines Wertpapiers dieser der entsprechenden Anteilsklasse eingesetzten Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist;

d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräusserung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder

e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Hauptversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

4) Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

5) Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umwandlung angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.

6) Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme und Umwandlung von Anteilen irgendeiner Klasse hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes und die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen einer anderen Klasse.

### **Bestimmung des Inventarwertes**

**Art. 23.** Der Inventarwert je Anteil jeder Klasse und, soweit anwendbar, der Inventarwert der innerhalb einer Klasse ausgegebenen ausschüttenden und thesaurierenden Anteile, wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva der betreffenden Klasse durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile dieser Klasse dividiert wird. Der gesamte Inventarwert der betreffenden Klasse repräsentiert dabei den Marktwert des ihr zugeordneten Vermögenswertes abzüglich der Verbindlichkeiten.

### **Bewertungsvorschriften**

**Art. 24.** Die Bewertung des Inventarwertes der verschiedenen Anteilsklassen geschieht in folgender Weise:

a) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;

b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);

c) alle Wertpapiere (d.h. Investmentanteile) sowie Einlagenzertifikate und andere Geldmarktpapiere im Besitz der Gesellschaft;

d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende anpassen muss;

e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;

f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;

g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, dass solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und

h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäss Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn, aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach bestem Wissen der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.

2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Dabei können die Dienste eines von dem Verwaltungsrat genehmigten Kursvermittlers in Anspruch genommen werden. Investmentfondsanteile sind zu ihrem letzten verfügbaren Rücknahmepreis bzw. Nettoinventarwert zu veranschlagen. Wertpapiere, deren Kurs nicht marktgerecht ist, sowie alle anderen zulässigen Anlagewerte (einschliesslich Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten eingesetzt, die nach Treu und Glauben durch oder unter der Leitung der Geschäftsleitung der Gesellschaft bestimmt werden.

3) Der Realisierungswert von nicht auf einer Börse amtlich notierten oder an einem geregelten Markt gehandelten Termin- oder Optionskontrakten ist ihr Nettorealisierungswert, wie er gemäss einer fortwährend angewandten Methode von der Gesellschaft bestimmt wird.

Der Realisierungswert von auf einer Börse amtlich notierten oder an einem geregelten Markt gehandelten Termin- oder Optionskontrakten wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Settlement-Preise dieser Kontrakte auf den Börsen oder geregelten Märkten, auf denen die Gesellschaft die betreffenden Kontrakte handelt, bestimmt wobei jedoch der Realisierungswert einem von der Gesellschaft als angemessen und vernünftig angesehenen Wert entspricht, wenn die entsprechenden Kontrakte an einem Bewertungstag nicht realisiert werden konnten.

Swaps werden zu ihrem in Beziehung zu den anwendbaren Zinskursen zu bestimmenden Marktwert bewertet.

4) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen der entsprechenden Anteilsklasse lauten, werden in die jeweilige Währung der betreffenden Klasse zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Massgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Anlagevermögens zu erzielen.

B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten folgendes:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge; inklusive Sicherheitshinterlagen wie margin accounts etc. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten; und

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren der Anlageberater, der Depotstelle, Vertriebsstellen und aller anderen Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Prospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilhaber verfügbar gemacht werden. Weichen die zwischen der Gesellschaft und den von ihr beigezogenen Dienstleistungserbringern wie Anlageverwalter /-berater, Vertriebsberater, Depotbank, vereinbarten Gebührenansätze für solche Dienstleistungen bezüglich einzelner Anteilsklassen voneinander ab, so sind die entsprechenden unterschiedlichen Gebühren ausschliesslich der jeweiligen Klasse zu belasten. Marketing- und Werbungsaufwendungen dürfen nur im Einzelfall durch Beschluss des Verwaltungsrates belastet werden; und

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten, aber noch nicht bezahlten Dividenden; und

d) ein angemessener für Steuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien, wobei jedoch die Verbindlichkeiten irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien vertraglich auf eine oder mehrere Anteilsklassen beschränkt werden können.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmässigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Anteilsklassen gleichmässig betreffen.

C) Für jede Klasse von Anteilen wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jeder Klasse soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das diese Anteilsklasse eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäss den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist; sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Anlagevermögen zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Anlagevermögens oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Anlagevermögens steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als eine einem bestimmten Anlagevermögen zuzuordnende bestimmte Grösse angesehen werden kann und auch nicht alle Anteilsklassen gleichmässig betrifft, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben solche Anlagewerte oder Verbindlichkeiten zuordnen.

e) Ab dem Tage an dem eine Dividende für eine Anteilsklasse erklärt wird, ermässigt sich der Inventarwert dieser Anteilsklasse um den Dividendenbetrag, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der ausschüttenden und thesaurierenden Anteile jeder Klasse wie in diesen Artikeln dargelegt.

D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäss Artikel 21 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist, werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung der betreffenden Klasse lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung miteinbezogen werden.

### Kosten

#### Art. 25.

1) Soweit die Gesellschaft Investmentanteile eines Vermögens erwirbt, welches

a) von einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, die mit der Gesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, oder

b) von einer Gesellschaft der BNP Paribas-Gruppe oder von einer Verwaltungsgesellschaft für einen BNP Paribas-Fonds verwaltet wird, oder

c) von einer Gesellschaft verwaltet wird, bei der ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats gleichzeitig Angestellte oder Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft der BNP Paribas-Gruppe sind,

dürfen der Gesellschaft weder Ausgabeaufschläge noch Rücknahmeabschläge berechnet werden. Dies gilt auch für Anteile einer Investmentgesellschaft, die mit der Gesellschaft in der vorstehenden Weise verbunden ist.

2) Für Zwecke der Berechnung der Verwaltungsvergütung (d.h. Vergütung für Anlageberatung) der Gesellschaft werden Investmentanteile nach Absatz 1) nicht berücksichtigt.

### Verkaufspreis und Rücknahmepreis

#### Art. 26.

1) Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) basieren für die jeweilige Anteilsklasse, erhöht um eine Verkaufsgebühr, soweit von der Vertriebsstelle oder der Gesellschaft beschlossen, die ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen sind, wobei diese Verkaufsgebühren sich nach den jeweiligen Gesetzen richten und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten dürfen und für jede Anteilsklasse unterschiedlich sein können, aber innerhalb einer Anteilsklasse, alle Zeichnungsanträge an ein und demselben Ausgabetag gleich behandelt werden müssen soweit die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht. Der so errechnete Preis («Verkaufspreis») ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Zeitraums von nicht mehr als sieben Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar. Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden. Soweit Sparpläne angeboten werden, wird die Verkaufsgebühr nur auf die tatsächlich geleisteten Zahlungen erhoben.

2) Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilpreis, zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes der jeweiligen Anteilsklasse berechnet, ermässigt um eine Rücknahmegebühr, soweit vom Verwaltungsrat beschlossen, die ganz oder teilweise an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen ist, wobei diese Rücknahmegebühr für jede Anteilsklasse unterschiedlich sein kann. Der so definierte Preis («Rücknahmepreis») wird gemäss Artikel 21 ausbezahlt.

## Rechnungsjahr

### Art. 27.

- 1) Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.
- 2) Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Euro. Falls gemäss Artikel 5 verschiedene Anteilsklassen bestehen deren Anteilwerte in anderen Währungen als Euro lauten, werden diese in Euro umgerechnet und in den konsolidierten geprüften Jahresabschluss in Euro einbezogen, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats und der Einladung zur Jahreshauptversammlung allen Namensanteilhabern 15 Tage vor jeder Jahreshauptversammlung zur Verfügung gehalten wird.

## Gewinnverteilung

### Art. 28.

- 1) Die getrennten Gesellschafterversammlungen der Anteilseigner der jeweiligen Klasse beschliessen auf Antrag des Verwaltungsrats über die Verwendung des Nettogewinnes der jeweiligen Anteilsklasse, wobei jeweils die Eigner thesaurierender Anteile und die Eigner ausschüttender Anteile getrennt beschliessen. Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie unter Artikel 5 definierte Mindestkapital der Gesellschaft davon nicht berührt wird.
- 2) Zwischendividenden können durch Verwaltungsratsbeschluss zu jeder Zeit auf die Anteile einer Anteilsklasse ausbezahlt werden.
- 3) Dividenden können für die ausschüttenden Anteile jeder Klasse erklärt werden unter der Voraussetzung, dass immer eine Dividende auf ausschüttenden Anteilen einer Klasse erklärt wird; die Verkaufs- und Rücknahmepreise der ausschüttenden Anteilsklasse und der thesaurierenden Anteile derselben Anteilsklasse sind bei einer Dividendenaus-schüttung entsprechend anzupassen. Falls eine Dividende auf ausschüttende Anteile einer Anteilsklasse erklärt wird, muss ein entsprechender Betrag jedem thesaurierenden Anteil der gleichen Anteilsklasse zugeordnet werden.
- 4) Die erklärten Dividenden werden normalerweise in der Währung des Inventarwerts der betreffenden Anteils-klasse bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Währung an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividen-denbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbare Wechselkurs festlegen.

## Ausschüttung bei Auflösung

**Art. 29.** Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (bei welchen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), die von der Hauptversammlung benannt werden, die eine solche Auslösung beschliesst und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jede Klasse bzw. Kategorie von Anteilen wird durch die Liquidatoren unter den Anteilinhaber jeder Klasse und Kategorie im Verhältnis ihrer Anteilen in den bezüglichen Klassen bzw. Kategorien aufgeteilt.

## Satzungsänderung

**Art. 30.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafter abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils neuesten Fassung (das «Gesetz von 1915») vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen der Rechte von Anteilseignern einer Klasse im Verhältnis zu den-jenigen einer anderen Anteilsklasse können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch in der betreffenden Anteilsklasse erfüllt sind.

## Allgemein

### Art. 31.

- 1) Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Statuten geregelt sind, werden gemäss dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 1988 geregelt.
- 2) Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

## Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag und endet am einunddreissigsten Dezember zweitausendeins.
- 2) Die erste Generalversammlung findet am 20. April 2002 statt.

## Zeichnung und Einzahlung

Das Anfangskapital der Gesellschaft ist auf einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-) festgelegt und dargestellt durch dreitausendeinhundert (3.100) Aktien mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10,-).

Nachdem die Satzung der Gesellschaft auf diese Weise festgelegt ist, erklären die Erschienenen, vorgenannt, die Aktien wie folgt zu zeichnen:

Zeichner	Gezeichnetes Kapital	Anzahl der Aktien
PRISMA PRIVATFINANZ AG .....	15.500	1.550
HORIZON HOLDING S.A. ....	<u>15.500</u>	<u>1.550</u>
Insgesamt: .....	31.000	3.100

Die gezeichneten Aktien sind voll eingezahlt, so dass die Summe von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-) zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wird, der dies ausdrücklich feststellt.

*Bestätigung*

Der unterzeichnete Notar stellt fest, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10 August 1915 über die Handelsgesellschaften, ausser wenn sie vom Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen abgeändert sind, erfüllt sind.

*Schätzung der Kosten*

Die vorgenannten Personen erklären, dass sich die Kosten, Auslagen, Vergütungen und Spesen aller Art, die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung erwachsen, auf ungefähr Euro 35.000,- (fünfunddreissigtausend Euro) belaufen.

*Ausserordentliche Generalversammlung*

Alsdann sind die erwähnten Personen, welche die Gesamtheit des gezeichneten Kapitals vertreten und sich als gültig zusammengerufen betrachten, zu einer aussergewöhnlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Nachdem sie sich als gehörig einberufen erkannt haben, haben sie einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen wurden zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:

Verwaltungsratsvorsitzender:

- Herr Jürgen Dumschat, Vorstand der PRISMA PRIVATFINANZ AG, Industriestrasse 30, D-65760 Eschborn, Deutschland.

Verwaltungsratsmitglieder:

- Herr Thomas Rostron, Geschäftsführer PARIBAS FONDSMARKETING, Grüneburgweg 14, D-60322 Frankfurt/Main, Deutschland;

- BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, vertreten durch Herrn Jean Léomant, Head of IMS und Herrn Tom Weiland, Head of Legal and Compliance, Fund Services.

Sie werden für einen Zeitraum von einem Jahr bestellt; ihr Mandat läuft bei der Generalversammlung von 2002 ab.

2) Es wurde zum Wirtschaftsprüfer ernannt:

PricewaterhouseCoopers, S.à.r.l., Réviseurs d'entreprises, 400, route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Er wird für einen Zeitraum von einem Jahr bestellt; sein Mandat läuft bei der Generalversammlung von 2002 ab.

3) Die Generalversammlung ermächtigt den Verwaltungsrat, einzelne Aufgaben der Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates zu übertragen.

4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg: 10A, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Auslegung alles Vorstehenden an den Komparenten, hat dieser mit dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: T. Weiland, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2000, vol. 5CS, fol. 97, case 8. – Reçu 50.000 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. Juli 2000.

F. Baden.

(40035/200/871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2000.

**DekaBank (Luxembourg) S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

H. R. Luxemburg B 36.009.

Herr Jan Saul, Leiter der Abteilung Innenrevision, ist zum 1. Juli 2000 aus der DekaBank (Luxembourg) S.A. ausgeschieden.

Senningerberg, den 24. Juli 2000.

DekaBank (Luxembourg) S.A.  
Schneider ppa. Weydert

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2000, vol. 540, fol. 42, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(40714/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2000.

**DEKA INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

H. R. Luxemburg B 28.599.

Herr Jan Saul, Leiter der Abteilung Innenrevision, ist zum 1. Juli 2000 aus der DEKA INTERNATIONAL S.A. ausgeschieden.

Senningerberg, den 24. Juli 2000.

DEKA INTERNATIONAL S.A.  
Schneider ppa. Weydert

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2000, vol. 540, fol. 42, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(40716/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2000.

**BPI GLOBAL INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.,****Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 46.684.

## EXTRAIT

Il résulte de résolutions du conseil d'administration du 3 avril 2000 que l'adresse du siège social de la Société a été transféré de son adresse actuelle au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

M. M. Leitão

*Mandataire*

Pour traduction conforme

P. Schleimer

## EXTRACT

As a result of board resolutions taken on 3rd April 2000, the address of the registered office of the Company has been transferred from its present address to 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

M. M. Leitão

*Proxy holder*

Enregistré à Luxembourg, le 4 août 2000, vol. 540, fol. 71, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(42084/253/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2000.

**BPI GLOBAL INVESTMENT FUND.***To the Holders of Units in BPI GLOBAL INVESTMENT FUND*

Unitholders are notified that the functions and duties of the Custodian Bank will be assumed as from 24th July, 2000 by STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., société anonyme, with registered office at 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The custodianship of UBS (LUXEMBOURG) S.A. is thus terminated with effect from the same date.

As a result of the foregoing, the Management Regulations have been amended as follows:

1. The first paragraph of the introduction of the first page of the Management Regulations of BPI GLOBAL INVESTMENT FUND (the «Management Regulations») is amended to read as follows:

«BPI GLOBAL INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., hereinafter called the «Management Company», is a limited company under Luxembourg law, with registered office in Luxembourg at 47, boulevard Royal, which administers the Investment Fund BPI GLOBAL INVESTMENT FUND pursuant to these Management Regulations and issues units represented by global certificates of the specific Sub-Funds.»

2. The second paragraph of the introduction of the first page of the Management Regulations is amended to read as follows:

«The assets of the Fund are deposited with STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., a limited company under Luxembourg law, with registered office in Luxembourg at 47, boulevard Royal (hereinafter called the «Custodian»).»

3. The last sentence of the first intent of item b) «Risk Spreading» of Article 2 is amended to read as follows:

«Furthermore, if investments by a Sub-Fund in such a debt instrument with one and the same borrower represent more than 5% of the net assets, the total value of such investments may not exceed 80% of the net assets of the corresponding Sub-Fund. In this case, the above-mentioned limit of 40% is no longer applicable.»

4. On third page, article 2.c. 10th indent of the Management Regulations concerning the prohibitions to pledge the assets of BPI GLOBAL INVESTMENT FUND is deleted.

5. Article 4 on page 4 of the Management Regulations is replaced by the following wording:

**«Art. 4. Custodian.**

The Management Company shall appoint the Custodian.

STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A. has been appointed Custodian.

The Custodian and the Management Company may terminate this contractual agreement at any time in writing with three months' notice given by one party to the other.

The Management Company may, however, dismiss the Custodian only if a new custodian takes over the functions and responsibilities of the Fund's Custodian as set forth in these Management Regulations. After its dismissal, the Custodian must continue to carry out its functions until the entire assets of the Fund have been transferred to the new custodian.

In the event of the Custodian giving notice, the Management Company shall be obligated to appoint a new custodian to assume the functions and responsibilities of the Custodian according to these Management Regulations. In this event, the Custodian must safeguard the interests of the Fund until its functions are transferred to the new custodian.

All liquid assets and securities constituting the assets of the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the unitholders of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such liquid assets and securities. The Custodian may hold liquid assets or securities with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of liquid assets and securities.

The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions of the Management Company or its appointed agents.

The Custodian shall carry out all operations concerning the day-to-day administration of the assets of the Fund and shall also:

- ensure that the sale, redemption, conversion and cancellation of units effected for the account of the Fund or by the Management Company are in accordance with the provisions of the Law and the Management Regulations;
- ensure that the value of the units is calculated in accordance with the provisions of the Law and the Management Regulations;
- carry out all instructions issued by the Management Company, provided these are not in violation of the Law or the Management Regulations;
- ensure that, in the case of transactions relating to the Fund's assets, the consideration is remitted within the usual time limits;
- ensure that the Fund's proceeds/earnings are employed in accordance with the Management Regulations.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian.»

Further, the Management Company and the Custodian agree to amend Article 1, paragraph 6 in order to provide for the possibility to limit the liabilities of each Sub-Fund to the assets of that Sub-Fund.

Article 1, paragraph 6 is thus amended to read as follows:

«The Fund is to be regarded as a single legal entity. With regard to the unitholders, each Sub-Fund is regarded as being different from the others. With regard to creditors, each Sub-Fund is solely liable for the commitments and liabilities relating to that Sub-Fund.»

Dated as of 24th July 2000. BPI GLOBAL INVESTMENT FUND STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A.  
 MANAGEMENT COMPANY R. Remond J. J.H. Presber  
 Signatures Vice-President Vice-President

Enregistré à Luxembourg, le 4 août 2000, vol. 540, fol. 71, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(42085/253/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2000.

#### DB EMERGING MARKETS EURO FUND, Fonds Commun de Placement.

Artikel 17 und Artikel 18 Abs. 1 des Verwaltungsreglements des o.g. Fonds erhalten ab 22. September 2000 folgenden Wortlaut:

##### «Art. 17. Anlagepolitik.

Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung einer Rendite in Euro. Das Fondsvermögen wird vorwiegend in Anleihen, Wandelanleihen und sonstigen verzinslichen Wertpapieren angelegt. Dabei sollen insbesondere Wertpapiere von Emittenten mit Sitz in Schwellenländern erworben werden, die gegenüber vergleichbaren Anlagen aus Industrieländern deutlich höhere Renditen aufweisen. Die Restlaufzeit der verzinslichen Wertpapieren soll - gegebenenfalls durch den Einsatz moderner Finanzinstrumente - 12 Monate nicht übersteigen. Als Schwellenländer werden alle diejenigen Länder angesehen, die zum Zeitpunkt der Anlage vom Internationalen Währungsfonds, der Weltbank oder der INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC) als nicht entwickelte Industrieländer betrachtet werden. Dabei werden bewußt auch Wertpapiere von Emittenten erworben, deren Bonität vom Markt nicht als erstklassig eingeschätzt wird. Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.»

##### «Art. 18. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Die Fondswährung ist der Euro.»

Luxemburg, den 9. August 2000.

DWS INVESTMENT S.A. DEUTSCHE BANK  
 Unterschriften LUXEMBOURG S.A.  
 Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2000, vol. 540, fol. 89, case 2. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(43334/999/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2000.

#### DB LATEINAMERIKA, Fonds Commun de Placement.

Artikel 17 des Verwaltungsreglements des o.g. Fonds erhält ab 22. September 2000 folgenden Wortlaut:

«Ziel der Anlagepolitik des DB LATEINAMERIKA ist die Erwirtschaftung eines möglichst hohen Wertzuwachses der Vermögensanlagen in Euro. Das Fondsvermögen wird mindestens zu 2/3 in Aktien, Wandelschuldverschreibungen, Optionsanleihen und Genußscheinen, die von Emittenten mit Sitz in Staaten Lateinamerikas, wie z.B. Argentinien, Brasilien, Chile, Kolumbien, Mexiko, Peru, Venezuela, begeben worden sind, angelegt. Die sich noch entwickelnden Börsen einiger dieser Länder weisen erhöhte Chancen und Risiken auf und gelten derzeit nicht als regulierte Märkte im Sinne von Art. 40 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen; eine Anlage in solchen Ländern ist somit auf 10% des Fondsvermögens begrenzt. Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

Luxemburg, den 9. August 2000.

DWS INVESTMENT S.A. DEUTSCHE BANK  
 Unterschriften LUXEMBOURG S.A.  
 Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2000, vol. 540, fol. 89, case 2. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(43335/999/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2000.



## Global Fund Lux.

### *Amendment to the management regulations*

Upon decision of the Board of Directors of SAKURA FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (the «resigning Management Company»), acting as management company of Global Fund Lux (the «Fund»), TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (the «new Management Company») and with the approval of SAKURA BANK (LUXEMBOURG) S.A. (the «resigning Custodian») and NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. (the «new Custodian»), the management regulations of Global Fund Lux shall be amended:

1) by replacing the reference to SAKURA FUND MANAGEMENT by TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. in Article 1, and all references to SAKURA BANK (LUXEMBOURG) S.A. by NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. in Articles 1 and 3;

2) by deleting in Article 1 the last paragraph and by adding the following paragraph:

«The Fund has been established for an undetermined period. The Fund and any Sub-Fund may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian (as hereinafter defined). The Fund may further be dissolved in any cases provided for by Luxembourg law. Any notice of dissolution of the Fund will be published in the Mémorial and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. In the event of dissolution, the Management Company will realise the assets of the Fund or the relevant Sub-Fund in the best interests of the shareholders and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) attributable to each Sub-Fund among the shareholders in proportion to their holding of Units of each Sub-Fund. As soon as the circumstances leading to the state of liquidation arise, issue and repurchase of the Units are prohibited on penalty of nullity.»;

3) by replacing Article 2 by the following Article:

#### **«The Sub-Funds**

Units may be issued in different Sub-Funds (hereafter the «Sub-Fund» or the «Sub-Funds»). If different Sub-Funds are in issue, a separate portfolio of investments of assets is maintained for each Sub-Fund. The assets of the different Sub-Funds are separately invested in accordance with their respective investment policies and objectives which are described in one or more Appendixes to this Prospectus.

The Management Company may, from time to time, decide to issue Units in further Sub-Funds upon approving further Appendixes to this Prospectus.

The appendix relating to each Sub-Fund will also provide for the duration of the concerned Sub-Fund. Notwithstanding its duration, any Sub-Fund may be dissolved upon decision of the Management Company with the approval of the Custodian.

All units within the same Sub-Fund have equal rights with all other units of their Sub-Fund as to dividends and proceeds in a liquidation. The Management Regulations do not provide for meetings of unitholders.

The Management Company may further decide to create within each Sub-Fund two or more classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales and repurchase charge structure or hedging policy is applied to each class. If, within any Sub-Fund, there are created different classes as described in the preceding sentence, the appendix relating to that specific Sub-Fund will describe the characteristics of the different classes and comprise any other information or disclosures which might be required in that respect.

Upon decision of the Management Company, any Sub-Fund may be split into several Sub-Funds with the same or different characteristics by a correspondent split of the portfolio of the Sub-Fund to be split. The Management Company may not decide a split of Sub-Funds if the rights of any unitholder(s) of any of the resulting Sub-Funds are changed in any way unless the unitholder(s) concerned has (have) specifically agreed to such changes or unless the unitholder(s) concerned has (have) received adequate prior notice with the option to redeem its (their) units, without charge, prior to the date the split becomes effective.

In accordance with the following paragraph, the Management Company may, upon the Investment Adviser's advice, stop the management of any Sub-Fund and consider its liquidation when it believes that it is impossible or difficult to achieve the investment objective of such Sub-Fund due to the occurrence of any unforeseeable events in the markets and securities in which a Sub-Fund invests.

By agreement between the Management Company and the Custodian, (i) a Sub-Fund may be liquidated at any time and unitholders of such Sub-Fund will be entitled to the net sales proceeds of the assets of the Sub-Fund or (ii) a Sub-Fund may be liquidated at any time and units of another Sub-Fund may be allocated to the unitholders of the Sub-Fund to be liquidated against contribution in kind of the assets of such Sub-Fund (to be valued by an auditor's report) to the other Sub-Fund. A liquidation as contemplated in (ii) can only be made if such liquidation is justified by the size of the liquidated Sub-Fund, by a change of the economic or political situation affecting the Sub-Fund or is made for any other reason to assure the best interest of the unitholders concerned.

In case of liquidation of a Sub-Fund as described above, all unitholders of the concerned Sub-Fund will receive two weeks' prior notice of such liquidation in writing. Until the effective date for the cancellation, unitholders may continue to repurchase their units at the applicable net asset value on any Dealing Day reflecting provisions made to cover expenses resulting from the liquidation of the Sub-Fund.

Any of the notices or consents set forth above may be disregarded if waived by all unitholders concerned.»;

4) articles following Article 2 will be renumbered following introduction of an Article;

5) by replacing reference to Article 5 in the second paragraph and Articles 4 and 5 in the third paragraph by respectively, references to Article 6, Article 5 and Article 6;

6) by modifying Article 4 (which will become Article 5), so as to read as follows:

«The name and the investment objective and policies with respect to each Sub-Fund in issue is set out in the Appendix to the Prospectus relating to the concerned Sub-Fund.

The Management Company shall invest the proceeds paid into each Sub-Fund in securities and other assets permitted by law (comprising, without limitation, stocks, bonds, money market instruments, derivatives and other instruments) in conformity with the principle of risk spreading. In this context the Management Company shall specify the investment policy for each Sub-Fund including the type of assets in which a Sub-Fund will invest and publish such policy in the Prospectus of the Fund.

General Considerations:

Subject to the investment restrictions below, in order to protect the value of its assets, each Sub-Fund may enter into interest rate, currency and securities index futures contracts, including the purchase and sale of related options, and may enter into forward currency exchange transactions and swap agreements and may write call options and purchase put options on currencies to the extent permitted by its investment restrictions. Subject also to the investment restrictions, each Sub-Fund may purchase and write call and put options on individual securities in its portfolio and on indexes of securities.

Each Sub-Fund may hold liquid assets. Such assets may be kept in current accounts with banking institutions or may be held in short-term money market instruments that are regularly negotiated, have a maturity of less than 12 months, and are issued or guaranteed by first-class issuers.

The percentage of each Sub-Fund's assets invested in particular types of securities may vary, from time to time, based on the relevant Investment Manager's view of business, economic and market conditions then prevailing. For temporary defensive purposes, each Sub-Fund may invest without limit in cash and in other money-market and short-term instruments.»;

7) by replacing in Article 8 (which will become Article 9) reference to Article 7 by reference to Article 8;

8) by modifying Article 9 (which will become Article 10), so as to read as follows:

«The net asset value of the Units of each Sub-Fund will be determined by the Management Company, or its appointed agents, on each Valuation Day (as defined for each Sub-Fund in the relevant appendix to the Prospectus of the Fund) and on such other additional date or dates as the Management Company may, from time to time, determine by dividing the value of the assets less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) of the Fund allocated to the relevant Sub-Fund by the total number of Units of such Sub-Fund outstanding as of the close of business in Luxembourg on the preceding Business Day. To the extent possible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued daily.

The Net Asset Value of the Fund shall be established by combining each Sub-Fund in issue.

Each Sub-Fund shall be established in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of Units in each Sub-Fund shall be allocated on the books of the Fund to such Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditures attributable thereto shall be allocated to such Sub-Fund subject to the provisions of this section;

(b) where any assets are derived from another asset, such derivative asset shall be allocated on the books of the Fund to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

(c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

(d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;

(e) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

The assets of the Sub-Funds will be valued as follows:

(a) securities admitted for official listing on a stock exchange or traded on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public (an Eligible Market») will be valued at the last available price on such Stock Exchange or market. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for the security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the Management Company or its delegate with a view to establishing the probable bid price for such securities;

(b) securities not listed on any Stock Exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available transaction price;

(c) debt securities traded on any Eligible Market may be valued using a pricing service or valuation agents where such prices are derived from pricing models which employ broker/dealer-supplied valuations;

(d) option contracts on securities, currencies, futures and other financial instruments traded on an Eligible Market shall be valued at their liquidating value based upon settlement price on the exchange on which the particular future or option is traded, provided that if a future or option could not be liquidated on the days as of which the net asset value is determined due to the operation of daily limits or other rules of such exchange or otherwise, the settlement price on the first subsequent day on which such future or option could be liquidated shall be the basis for determining the liquidating value of such future or option for such day;

(e) securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;

(f) futures contracts traded on any Eligible Market shall be valued at the settlement price on such Market on the Valuation Day;

(g) forward contracts shall be valued at the value of the underlying currencies at the prevailing currency exchange rates on the Valuation Day;

(h) cash and other liquid assets will be valued at their amortised cost.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Sub-Funds.

The liabilities of a Sub-Fund shall be deemed to include:

- all borrowings, bills, and other amounts due;
- all administrative expenses due or accrued, including the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, advisory, custodian, paying agency and corporate and administration agency fees and expenses, the cost of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to unitholders and generally any other expenses arising from the administration;
- all known liabilities, due or not yet due, including all matured contractual obligations for payment of money or property, including the amount of all dividends declared by a Sub-Fund but not yet paid out;
- any appropriate amount set aside for taxes due on a Valuation Day and any other provisions or reserves authorised and approved by the Management Company; and
- any other liabilities of a Sub-Fund of whatever kind towards third parties.

For the purpose of valuation of its liabilities, the Fund or a Sub-Fund may duly take into account all administrative and other expenses of regular and periodical character by valuing them for the entire year or any other period and dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.»

These amendments will become effective as from the date of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 8 August 2000.

SAKURA FUND  
MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.  
*as resigning Management Company*  
Signature

TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND  
MANAGEMENT COMPANY S.A.  
*as new Management Company*  
Signatures

SAKURA BANK (LUXEMBOURG) S.A.  
*as resigning Custodian*  
Signature

NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A.  
*as new Custodian*  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2000, vol. 540, fol. 87, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43385/064/168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2000.

### **DWS EURO-CORP HIGH YIELD, Fonds Commun de Placement, (anc. RENDITE EXTRA EUROPA).**

Der Fonds RENDITE EXTRA EUROPA wird in DWS EURO-CORP HIGH YIELD umbenannt.

Zusätzlich zu den Artikeln 1 bis 16 des allgemeinen Teils des Verwaltungsreglements gemäß Veröffentlichung im Mémorial C vom 22. Juli 1992, 26. Oktober 1992, 22. Dezember 1992 und vom 30. September 1998 gelten für den DWS EURO-CORP HIGH YIELD mit Wirkung vom 22. September 2000 folgende Bestimmungen:

#### VERWALTUNGSREGLEMENT - *Besonderer Teil DWS EURO-CORP HIGH YIELD*

#### **Art. 17. Anlagepolitik**

Ziel der Anlagepolitik ist es, für das Sondervermögen eine überdurchschnittliche Rendite zu erzielen. Deshalb sollen überwiegend festverzinsliche Wertpapiere von Unternehmen erworben werden, die gegenüber vergleichbaren Staatsanleihen deutlich höhere Renditen aufweisen. Ein Schwerpunkt der Fondsanlage soll auf festverzinslichen Wertpapieren von Emittenten aus dem EU-Raum liegen sowie auf festverzinslichen Wertpapieren, die auf «Euro» lauten. Dabei werden bewußt Papiere von Emittenten erworben, deren Bonität am Markt als nicht gut eingeschätzt wird (sog. Non Investment Grade Bonds bzw. High Yield Bonds). Die Verwaltungsgesellschaft wird für das Sondervermögen nur solche Wertpapiere erwerben, bei denen sie nach entsprechender Prüfung davon ausgeht, daß die Zins- und Tilgungsverpflichtungen erfüllt werden. Dennoch kann die Gefahr eines vollständigen Wertverlustes einzelner für das Sondervermögen erworbener Wertpapiere nicht gänzlich ausgeschlossen werden. Um die verbleibenden Restrisiken zu berücksichtigen, soll auf eine Streuung der Anlagen nach Emittenten geachtet werden. Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

#### **Art. 18. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis**

1. Die Fondswährung ist der Euro.

2. Ausgabepreis ist der Anteilwert zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 3 %. Er ist zahlbar unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.

**Art. 19. Anteile**

Die Fondsanteile werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

**Art. 20. Kosten**

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen ein Entgelt von bis zu 1 % p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes. Darüber erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem Sondervermögen eine erfolgsbezogene Vergütung in Höhe von einem Viertel des Betrages, um den die Wertentwicklung der umlaufenden Anteile die Wertentwicklung des ML Euro High Yield Index (BB-B rated) übersteigt. Der genannte Index ist ein Total-Return-Index (auf der Basis reinvestierter Erträge) für Portfolios mit einem dem Fonds vergleichbaren Anlageschwerpunkt. Er bietet sich daher als Vergleichsindex für diesen Fonds an. Die erfolgsbezogene Vergütung wird täglich berechnet und jährlich abgerechnet.

2. Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen:

- a) ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,1% p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes;
- b) eine Bearbeitungsgebühr von 0,125% des Betrages jeder Wertpapiertransaktion für Rechnung des Fonds (soweit ihr dafür nicht bankübliche Gebühren zustehen).

3. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt zum Monatsende. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen, dann den Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann dem Fonds neben den Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Wertpapieren folgende Kosten belasten:

- a) Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
- b) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber dieses Fonds handeln;
- c) Kosten der Wirtschaftsprüfer.

**Art. 21. Rechnungsjahr**

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals zum 31. Dezember 1993. Ein erster ungeprüfter Zwischenbericht erschien zum 30. Juni 1993.

**Art. 22. Dauer des Fonds**

Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 23. Auflegung**

Auflegungsdatum des Fonds ist der 1. Februar 1993.

Luxemburg, den 11. August 2000.

DWS INVESTMENT S.A.  
(Verwaltungsgesellschaft)

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.  
(Depotbank)

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2000, vol. 541, fol. 2, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Releveur ff. (signé): Signature.

(44345/000/66) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2000.

**FINTERCO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 24.031.

L'an deux mille, le douze avril.

Par-devant Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, lequel restera dépositaire de la présente minute.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de FINTERCO S.A., R. C. B n° 24.031, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, en date du 12 mars 1986, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 148 du 4 juin 1986.

La séance est ouverte à neuf heures quarante sous la présidence de Madame Annie Swetenham, corporate manager, demeurant à Luxembourg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Prospert, maître en droit, demeurant à Bertrange.

Madame la Présidente expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille (LUF 1.000,-) francs luxembourgeois chacune, représentant l'intégralité du capital social d'un million deux cent cinquante mille (LUF 1.250.000,-) francs luxembourgeois sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination sociale en FINTERCO HOLDING S.A. conformément à la loi luxembourgeoise du 31 mai 1999 sur les sociétés holding.

2. Modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

3. Suppression de la valeur nominale des actions et conversion de la devise du capital social de franc luxembourgeois en euro au cours de 1,- euro pour 40,3399 LUF pour fixer le capital social à 30.986,69 euros, divisé en 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

4. Augmentation du capital social à concurrence de 263,31 euros pour le porter à 31.250,- euros par la création et l'émission de il actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Souscription des 11 actions nouvelles ainsi créées par SANLUX INVESTMENTS LIMITED et libération par conversion partielle d'une créance.

5. Fixation de la valeur nominale des actions à 25,- euros avec diminution correspondante du nombre d'actions.

6. Modification subséquente de l'article 3 des statuts.

7. Changement de la date de l'Assemblée Générale annuelle au 1<sup>er</sup> juin et suppression des mots «et pour la première fois en 1987» à la première phrase de l'article 10 des statuts.

8. Suppression de l'article 8 des statuts et renumérotation des articles suivants.

9. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, a pris, après délibération, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

La dénomination sociale de la Société est changée de FINTERCO S.A. en FINTERCO HOLDING S.A.

En conséquence l'article 1, alinéa 1<sup>er</sup> des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>. 1<sup>er</sup> alinéa.** Il existe une société anonyme holding sous la dénomination de FINTERCO HOLDING S.A.».

*Deuxième résolution*

La valeur nominale des actions est supprimée et la devise du capital social est convertie de francs luxembourgeois en euros au cours de 40,3399 francs luxembourgeois pour 1,- euro, de sorte que ledit capital social est fixé à 30.986,69 euros, divisé en 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

*Troisième résolution*

Le capital social est augmenté à concurrence de 263,31 euros pour le porter de 30.986,69 euros à 31.250,- euros par la création et l'émission de 11 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Ces actions nouvelles ont été entièrement souscrites par SANLUX INVESTMENTS LIMITED, une société établie et ayant son siège social au 20, Clanwilliam Terrace, Dublin 2 (République d'Irlande), ici représentée par Madame Annie Swetenham, préqualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Sark, le 10 avril 2000.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Les nouvelles actions sans désignation de valeur nominale ont été émises en contrepartie d'un apport en nature constitué par la conversion d'une partie de la créance que la société SANLUX INVESTMENTS LIMITED, préqualifiée, a sur la société FINTERCO S.A.

La réalité de la souscription a été prouvée au notaire instrumentaire par des justificatifs.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 août 1915 modifiée, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi le 4 avril 2000 par Monsieur Marco Ries, réviseur d'entreprises à Luxembourg, lequel rapport, après signature ne varietur par les parties et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

La valeur de la créance est constatée par ledit rapport et les conclusions sont les suivantes:

*Conclusion:*

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.».

Il résulte notamment dudit rapport que la créance est certaine, liquide et exigible et que rien ne s'oppose à la conversion d'un montant de 263,31 euros provenant de cette dette en capital social de la Société.

*Quatrième résolution*

La valeur nominale des actions est fixée à 25,- euros avec diminution correspondante du nombre des actions de 1.261 à 1.250 actions d'une valeur nominale de 25,- euros chacune.

Le Conseil d'Administration est chargé de procéder à la répartition des 1.250 actions précitées au prorata des participations respectives de tous les actionnaires.

*Cinquième résolution*

En conséquence des résolutions qui précèdent l'article 3 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille deux cent cinquante (EUR 31.250,-) euros, représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (EUR 25,-) euros chacune.».

*Sixième résolution*

La date de l'Assemblée Générale annuelle est changée du 10 décembre au 1<sup>er</sup> juin et les mots «et pour la première fois en 1987» sont supprimés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 10 des statuts lequel aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 10. 1<sup>er</sup> alinéa.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le 1<sup>er</sup> du mois de juin à 14.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.».

*Septième résolution*

L'article 8 des statuts est supprimé et en conséquence les anciens articles 9 à 14 des statuts sont renumérotés de 8 à 13.

*Evaluation*

Pour les besoins de l'enregistrement la présente augmentation de capital est évaluée à dix mille six cent vingt-deux (10.622,-) francs luxembourgeois.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à neuf heures cinquante.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: A. Swetenham, R. Thill, M. Prospert, M. Weinandy.

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2000, vol. 123S, fol. 88, case 12. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé):* J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2000.

A. Schwachtgen.

(24306/230/113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**FINTERCO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.

R. C. Luxembourg B 24.031.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 413 du 12 avril 2000 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(24307/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**FUGATO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

R. C. Luxembourg B 54.998.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille, le vingt-six avril.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, ce dernier restant le dépositaire de la présente minute.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société FUGATO S.A. ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 20 mai 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 26 août 1996, numéro 414.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 22 mars 2000, enregistrée à Mersch, le 23 mars 2000, Volume 413, Folio 35, Case 12, en voie de publication.

L'assemblée est présidée par Monsieur John Weber, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Marie Theis, employé privé, demeurant à Sélange (B).

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur André Heusbourg, employé privé, demeurant à Saeul.

Le bureau ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour le suivant:

- 1.- Approbation du rapport du commissaire-vérificateur.
- 2.- Décharge à donner au liquidateur et au commissaire-vérificateur.
- 3.- Clôture de la liquidation.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants.

III.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les sept cents (700) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

VI.- Que l'assemblée générale extraordinaire tenue sous seing privé en date du 25 avril 2000, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire-vérificateur à la liquidation la Société Civile SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISES, avec siège social à L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne, et a fixé à ces jour, heure et lieu la présente assemblée.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) *Rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation:*

L'assemblée entend le rapport de la Société Civile SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISES sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation.

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à Monsieur John Weber, de sa gestion de liquidation de la Société.

L'assemblée donne également décharge au commissaire-vérificateur pour l'exécution de son mandat.

2) *Clôture de liquidation:*

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société FUGATO S.A. a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à partir d'aujourd'hui à L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Weber, J.-M. Theis, A. Heusbourg, J. Elvinger.

Enregistré à Mersch, le 2 mai 2000, vol. 413, fol. 84, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 mai 2000.

E. Schroeder.

(24319/228/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**FOCHA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 74.747.

L'an deux mille, le sept avril.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FOCHA INVESTMENTS S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 74.747, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 8 mars 2000, non encore publié.

L'Assemblée est ouverte à huit heures trente sous la présidence de Monsieur Serge Thill, consultant, demeurant à Sanem,

qui désigne comme secrétaire Madame Nadia Weyrich, employée privée, demeurant à Arlon.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1) Augmentation du capital social à concurrence de EUR 1.230.000,- (un million deux cent trente mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à EUR 1.261.000,- (un million deux cent soixante et un mille euros) moyennant émission de 12.300 (douze mille trois cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

2) Souscription et libération des 12.300 (douze mille trois cents) actions nouvelles.

3) Modification de l'article 3 des statuts pour le mettre en concordance avec l'augmentation de capital ainsi intervenue.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un million deux cent trente mille euros (1.230.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à un million deux cent soixante et un mille euros (1.261.000,- EUR) par la création et l'émission de douze mille trois cents (12.300) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

L'Assemblée admet la société FREELAND S.A., ayant son siège social à Luxembourg, à la souscription des douze mille trois cents (12.300) actions nouvelles, l'autre actionnaire renonçant à son droit de souscription préférentiel.

*Souscription et libération*

De l'accord de tous les actionnaires, les douze mille trois cents (12.300) actions nouvelles sont souscrites par FREELAND S.A., ici représentée par Monsieur Serge Thill, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 5 avril 2000, ci-annexée.

Les douze mille trois cents (12.300) actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées par l'apport à la Société de deux cent quarante-six (246) actions de la société EUROPEAN TECHNICAL TRADING S.A., ayant son siège social à Bridel, 21, rue des Prés, évaluées à un million deux cent trente mille euros (1.230.000,- EUR).

L'apport en nature ci-dessus a fait l'objet d'un rapport établi en date du 4 avril 2000 par la société VAN CAUTER, S.à r.l., réviseur d'entreprises, avec siège social à Luxembourg, conformément à l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales, lequel rapport restera, après avoir été paraphé ne varietur par les comparants et le notaire, annexé aux présentes pour être soumis avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Ce rapport conclut comme suit:

*Conclusion:*

«Sur base des vérifications effectuées, telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de l'apport, apport qui trouve son origine dans une participation financière dans une société de droit luxembourgeois.»

La preuve de la propriété des actions apportées par la société FREELAND S.A. résulte du registre des actionnaires de la société EUROPEAN TECHNICAL TRADING S.A. dont une copie certifiée conforme restera annexée aux présentes.

En outre le souscripteur, agissant par son mandataire susnommé, déclare qu'il est le seul propriétaire des actions apportées par lui à la Société et qu'il n'y a pas d'empêchement dans son chef à apporter les actions à la présente Société.

Il garantit que les actions apportées à la Société sont libres de tous privilèges, charges ou autres droits en faveur de tiers et qu'aucun consentement ou agrément n'est requis pour le présent apport.

En particulier il garantit qu'aucune des actions apportées n'est affectée par un droit d'option, droit d'acquérir, droit de préemption, charge, nantissement, privilège ou toute autre forme de sûreté ou charge.

*Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède et du fait que les dispositions relatives au capital autorisé sont devenues sans objet, l'article 3 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à un million deux cent soixante et un mille euros (1.261.000,- EUR), représenté par douze mille six cent dix (12.610) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Toutes les actions sont au porteur sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.»

*Déclaration - Evaluation des frais*

La société FREELAND S.A., agissant par son mandataire susnommé, déclare qu'il résulte d'une cession d'actions du 30 mars 2000 que la société FREELAND S.A. a cédé mille (1.000) actions de la société EUROPEAN TECHNICAL TRADING SA., soit 80 % du capital de cette dernière à la société FOCHA INVESTMENTS S.A.. Le présent apport consistant en 246 actions de la prédite société EUROPEAN TECHNICAL TRADING S.A. augmente ainsi la participation de la société FOCHA INVESTMENTS S.A. dans la société EUROPEAN TECHNICAL TRADING S.A. à 98,68 % et le présent apport est fait en exonération du droit d'apport conformément à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971.

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, à la somme de cent vingt mille francs (120.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Thill, N. Weyrich, A. Siebenaler, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 10 avril 2000, vol. 123S, fol. 75, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2000.

F. Baden.

(24314/200/101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.



**FOCHA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 74.747.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2000.

F. Baden.

(24315/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**GAX S.A., Société Anonyme,  
(anc. GAX, S.à r.l.).**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 90, avenue Victor Hugo.  
R. C. Luxembourg B 44.901.

L'an deux mille, le trente et un mars.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée GAX, S.à r.l., ayant son siège social à L-1750 Luxembourg, 90, avenue Victor Hugo, R. C. Luxembourg section B numéro 44.901, a été constituée sous la dénomination de GODEL AKSA, S.à r.l. par acte du notaire instrumentant en date du 27 juillet 1993, publié au Mémorial C, numéro 513 du 28 octobre 1993, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 avril 1995, publié au Mémorial C, numéro 397 du 19 août 1995, dont la dénomination a été changée en GAX, S.à r.l. suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 juillet 1998, publié au Mémorial C, numéro 739 du 13 octobre 1998, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 mars 2000, en voie de formalisation.

L'assemblée se compose de:

- 1.- Madame Susan Alexander, employée privée, demeurant à L-1750 Luxembourg, 90, avenue Victor Hugo;
- 2.- Monsieur Aleksander Kampa, ingénieur, demeurant à L-1750 Luxembourg, 90, avenue Victor Hugo;
- 3.- Monsieur William Taÿ Pamart, ingénieur, demeurant à UK-32, Coniger Road, London SW6 3TA, (Grande-Bretagne).

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,- frs), représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille francs (1.000,- frs) chacune, entièrement souscrites et libérées.
- Que les comparants sub 1 et 2 sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés décident de supprimer la valeur nominale des cinq cents (500) parts sociales de la société.

*Deuxième résolution*

Les associés décident de convertir le capital social de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) à arrondi douze mille trois cent quatre-vingt-douze euros (12.392,- EUR).

*Troisième résolution*

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence de vingt-six mille quatre cent huit euros (26.408,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille trois cent quatre-vingt-douze euros (12.392,-EUR) à trente-huit mille huit cents euros (38.800,- EUR).

Les associés constatent que la libération intégrale de l'augmentation de capital ci-avant réalisée a été faite par les anciens associés au prorata de leur participation actuelle dans la société, moyennant versement en numéraire à un compte bancaire au nom de la société à responsabilité limitée GAX, S.à r.l., prédésignée, de sorte que la somme de vingt-six mille quatre cent huit euros (26.408,- EUR), se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

*Quatrième résolution*

Les associés décident de remplacer les cinq cents (500) parts sociales sans désignation de valeur nominale par trois mille huit cent quatre-vingts (3.880) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR).

*Cinquième résolution*

Les associés décident de transformer la société à responsabilité limitée GAX, S.à r.l. en une société anonyme qui sera dorénavant dénommée GAX S.A.

Les associés accordent décharge aux gérants pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Les associés décident en outre de transformer les parts sociales de la société à responsabilité limitée en actions et le capital social sera représenté dorénavant par trois mille huit cent quatre-vingt (3.880) actions.

Par cette transformation de la société à responsabilité limitée GAX, S.à r.l. en une société anonyme, aucune nouvelle société n'est créée. La société anonyme est la continuation de la société à responsabilité limitée telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que dans le passif de cette société.

Est annexé aux présentes, un rapport du réviseur d'entreprises WEBER & BONTEMPS, daté du 31 mars 2000, dont les conclusions sont établies comme suit:

*Conclusion:*

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, et sous réserve d'un apport en numéraire de EUR 26.408,- pour la transformation en société anonyme, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports qui correspond au moins aux 3.880 actions d'une valeur nominale de EUR 10,- à émettre en contrepartie du capital de EUR 38.800,-.»

Ensuite les statuts de la société dans sa nouvelle forme ont été arrêtés comme suit:

STATUTS

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** L'objet de la société est le conseil d'entreprises et l'élaboration d'analyses de marchés financiers pour le compte de tiers.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** La durée de la société est indéterminée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de GAX S.A.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de trente-huit mille huit cents euros (38.800,-), représenté par trois mille huit cent quatre-vingt (3.880) actions de dix euros (10,-EUR) chacune, entièrement libérées.

**Art. 7.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions. La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi du 24 avril 1983 modifiant la loi de 1915.

**Art. 8.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 9.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, signature électronique qualifiée ou telefax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, signature électronique qualifiée ou telefax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale ou statuée directement par l'assemblée générale.

Les premières personnes à qui sera déléguée la gestion journalière peuvent être nommées par la première assemblée générale des actionnaires de la société anonyme.

La société se trouve engagée par la signature conjointe de tous les administrateurs ou par la seule signature d'un administrateur-délégué.

**Art. 10.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 11.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 12.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mercredi du mois de mai à 15.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire actionnaire ou non. Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

**Art. 14.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

**Art. 15.** Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 24 avril 1983 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

**Art. 16.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale de 2005:

- a) Madame Susan Alexander, employée privée, demeurant à L-1750 Luxembourg, 90, avenue Victor Hugo;
  - b) Monsieur Aleksander Kampa, ingénieur, demeurant à L-1750 Luxembourg, 90, avenue Victor Hugo;
  - c) Monsieur William Taÿ Pamart, ingénieur, demeurant à UK-32, Coniger Road, London SW6 3TA, (Grande-Bretagne).
  - d) Monsieur François Robey, ingénieur, demeurant à F-75016 Paris, 1, avenue du Maréchal Lyautey, (France).
- Faisant usage de la faculté offerte par l'article neuf (9) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Madame Susan Alexander et Monsieur Aleksander Kampa, prénommés, lesquels pourront engager la société sous leur seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Est appelé aux fonctions de commissaire pour la même période:

Monsieur Paul Lux, comptable, demeurant à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.

#### *Septième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital pour le porter de son montant actuel de trente-huit mille huit cents euros (38.800,- EUR) à cinquante mille euros (50.000,- EUR) par la création et l'émission de mille cent vingt (1.120) actions nouvelles de dix euros (10,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, ces actions émises avec une prime d'émission totale de deux cent douze mille huit cents euros (212.800,-EUR).

Ces actions ont été souscrites par:

- Monsieur William Taÿ Pamart, ingénieur, demeurant à UK-SW6 3TA London, 32, Coniger Road, (Royaume-Uni) . . . . .	35 actions;
- Monsieur Adrien Taÿ Pamart, demeurant à F-75005 Paris, 26, rue Poliveau, (France) . . . . .	167 actions;
- Monsieur Edouard Taÿ Pamart, demeurant à F-75017 Paris, 22, rue St. Ferdinand, (France) . . . . .	167 actions;
- Monsieur Richard Bielak, demeurant à NJ-07747, Matawan, 2, Bartlett Court, (Etats-Unis d'Amérique)	25 actions;
- Monsieur Benoit Garrivier, demeurant à UK-N17 LB London, 38, Shepherdess Walk, building 2, (Royaume-Uni) . . . . .	119 actions;
- Monsieur Luc Giraud, demeurant à UK-SW36 LF London, 4, Chelsea Square, (Royaume-Uni) . . . . .	119 actions;
- Monsieur François Robey, ingénieur, demeurant à F-75016 Paris, 1, avenue du Maréchal Lyautey, (France) . . . . .	119 actions;
- Monsieur Ravi Viswanathan, demeurant à F-75005 Paris, 255, rue Saint-Jacques, (France) . . . . .	119 actions;
- Monsieur Philippe Meurice, demeurant à UK-SW12 8NY, London, 52, Nightingale Lane, (Royaume-Uni) . . . . .	100 actions;
- Monsieur Christophe Lanne, demeurant à F-75009 Paris, 14, rue d'Aumale, (France) . . . . .	75 actions;
- Monsieur Philippe Brenon, demeurant à F-93400 Saint-Ouen, 46Bis, rue Mathieu, (France) . . . . .	75 actions.

La somme de deux cent vingt-quatre mille euros (224.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société GAX S.A., ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent mille euros (200.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de cinquante mille euros (50.000,- EUR) à deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR), par la création et l'émission de vingt mille (20.000) actions nouvelles chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Cette augmentation de capital est réalisée par incorporation au capital de la plus grande partie de la prime d'émission mentionnée ci-avant dans la septième résolution.

Les vingt mille (20.000) actions nouvelles ont été attribuées gratuitement aux actionnaires actuels au prorata de leur participation actuelle dans la société.

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR), représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions, avec une valeur nominale de dix euros (10,- EUR), chacune.»

*Frais*

Tous les frais et honoraires des présentes, évalués à la somme de cent soixante mille francs luxembourgeois francs, sont à la charge de la société.

Pour les besoins de l'enregistrement l'augmentation de capital social est évaluée à la somme de 18.169.414,- LUF avec prime d'émission.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. Alexander, A. Kampa, W. Taÿ Pamart, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 5 avril 2000, vol. 510, fol. 18, case 9. – Reçu 101.014 francs.

*Le Receveur (signé): G. Schlink.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 4 mai 2000.

J. Seckler.

(24322/231/198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**R. GOEDERT SUD S.A., Société Anonyme,  
(anc. R. GOEDERT SUD, S.à r.l.).**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 18.526.

L'an deux mille, le sept avril.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) La société anonyme GOEDERT PARTICIPATIONS, ayant son siège social à Luxembourg, 140, route d'Esch, L-1471 Luxembourg,

représentée par Monsieur Thierry Lesage, licencié en droit fiscal, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 30 mars 2000 à Luxembourg,

détenant trois mille sept cent soixante-cinq (3.765) parts de la société R. GOEDERT SUD, S.à r.l. (ci-après définie);

2) Monsieur Roger Sietzen, directeur de sociétés, demeurant à Senningerberg;

représenté par Monsieur Thierry Lesage, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 30 mars 2000 à Senningerberg,

détenant quatre cent quarante-cinq (445) parts de la société R. GOEDERT SUD, S.à r.l. (ci-après définie);

3) Monsieur Armand Fohl, employé privé, demeurant à Moutfort,

représenté par Monsieur Thierry Lesage, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 30 mars 2000 à Moutfort, détenant trois cent dix (310) parts de la société R. GOEDERT SUD, S.à r.l. (ci-après définie);

4) Monsieur Josy Schwickerath, médecin-dentiste, demeurant à Esch-sur-Alzette,

représenté par Monsieur Thierry Lesage, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 31 mars 2000 à Esch-sur-Alzette,

détenant deux cent trente (230) parts de la société R. GOEDERT SUD, S.à r.l. (ci-après définie);

5) Monsieur Jean-Marie Mathgen, employé privé, demeurant à Blaschette, ici présent,

détenant deux cent cinquante (250) parts de la société R. GOEDERT SUD, S.à r.l. (ci-après définie).

Les procurations prémentionnées, paraphées ne varietur par le comparant et le notaire, resteront annexées au présent acte et seront déposées et enregistrées avec le présent acte.

Les comparants ont déclaré se réunir en assemblée générale extraordinaire de la société R. GOEDERT SUD, S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 140, route d'Esch, L-1471, Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 18.526, constituée suivant acte reçu par le notaire Frank Baden en date du 15 juillet 1981, publié au Mémorial C, numéro 226 du 20 octobre 1981. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné le 28 mai 1990, publié au Mémorial C, numéro 451 du 4 décembre 1990.

L'Assemblée est ouverte à quatorze heures trente sous la présidence de Monsieur Thierry Lesage, prénommé, lequel désigne comme secrétaire Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant à Junglinster.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Jean-Marie Matghen, employé privé, demeurant à Blaschette.

Les comparants représentés comme il a été mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social ont prié le notaire d'acter:

I. Que la présente assemblée a été convoquée en ces jour et lieu par lettres recommandées du 30 mars 2000.

II. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Transformation de la société en société anonyme avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

2. Refonte totale des statuts.

3. Détermination du nombre d'administrateurs, nomination des administrateurs et fixation du terme de leurs mandats.

4. Détermination du nombre de commissaires aux comptes et nomination du (des) commissaire(s) aux comptes et fixation du terme de leurs mandats.

5. Divers.

III. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour, conformément à l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de transformer la société en société anonyme avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Par conséquent, les cinq mille (5.000) parts sociales actuelles sont remplacées par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de cinq cents francs (500,-).

La valeur nette du patrimoine de la société transformée a fait l'objet d'un rapport du réviseur d'entreprises ABAX, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé à Luxembourg, rapport établi en date du 6 avril 2000, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, concluant ce qui suit:

*Conclusion:*

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports qui correspond au moins aux 5.000 actions d'une valeur nominale de 500,- LUF, contrepartie du capital de 2.500.000,- LUF.»

Ce rapport du réviseur, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré en même temps que ce dernier.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier les statuts de la société qui auront désormais la teneur suivante:

**STATUTS**

**Titre I<sup>er</sup>: Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de R. GOEDERT SUD S.A.

**Art. 2.** La société a pour objet le montage et la vente de pneumatiques et d'accessoires y relatifs, la vente d'accessoires pour l'automobile; la vente de carburants et de lubrifiants, l'exploitation de stations de service, ainsi que la vente de tabacs, d'alcools, de confiserie et d'articles d'épicerie générale. Elle pourra faire toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

**Art. 3.** Le siège social de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 4.** La durée de la société est illimitée.

**Titre II: Capital - Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille francs luxembourgeois (2.500.000,- LUF), représenté par cinq mille (5.000,-) actions d'une valeur nominale de cinq cents francs luxembourgeois (500,- LUF) chacune.

**Art. 6.** Toutes les actions de la société sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la loi modifiée du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

**Titre III: Conseil d'Administration**

**Art. 7.** La société sera gérée par un conseil d'administration composé de trois administrateurs au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leurs émoluments et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six ans. Chaque administrateur poursuivra son mandat jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateur(s) par suite de décès, démission ou pour une autre cause, les administrateurs restants ont le droit de nommer provisoirement un administrateur. L'assemblée générale des actionnaires, lors de la réunion suivante, procédera à l'élection définitive.

**Art. 8.** Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Il sera tenu au moins une réunion du conseil d'administration par an. Le conseil d'administration se réunira sur convocation de chaque administrateur au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration; en son absence le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

La convocation aux réunions du conseil d'administration sera donnée par écrit à tous les administrateurs au moins dix jours ouvrés avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à l'obligation d'une telle convocation, si chaque administrateur l'accepte par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 9.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

**Art. 10.** A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les présents statuts, vis-à-vis des tiers, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne la gestion journalière pourront, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 11.** La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la seule signature de toute personne à laquelle pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

**Art. 12.** Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **Titre IV: Assemblée générale des actionnaires**

**Art. 13.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration.

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le quatrième lundi du mois de mai à 11.00 heures. Si ce jour est férié à Luxembourg, cette assemblée générale annuelle sera tenue le jour ouvré suivant.

Les autres assemblées d'actionnaires pourront être tenues à un endroit et à une heure qui seront précisés dans chaque convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

### **Titre V: Surveillance de la société**

**Art. 15.** Les opérations de la société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera le(s) commissaire(s) aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

### **Titre VI: Année sociale - Bilan - Répartitions**

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

**Art. 17.** Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Chaque actionnaire pourra prendre connaissance des documents prévus par les dispositions légales applicables.

Le solde du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais amortissements, charges et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que cette réserve légale représente dix pour cent du capital social.

Le solde sera distribué aux actionnaires ou porté à un compte de réserves ou de résultats reportés.

Le conseil d'administration est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes aux conditions fixées par la loi.

### **Titre VII: Dissolution**

**Art. 18.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s) nommé(s) (qui pourront être des personnes physiques ou morales) par l'assemblée des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

### **Titre VIII: Dispositions générales**

**Art. 19.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, les actionnaires s'en réfèrent aux dispositions légales.

#### *Dispositions transitoires*

La première assemblée générale annuelle se réunira le quatrième lundi du mois de mai 2001.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires décide de donner décharge aux gérants de la société pour le mandat qu'ils ont exercé jusqu'à la date d'aujourd'hui et de nommer, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000, comme administrateurs:

1. Monsieur Raymond Goedert, administrateur, demeurant au 6, rue des Prés, Contern;
2. Monsieur Michel Goedert, administrateur, demeurant au 70, rue Théodore Eberhard, Luxembourg;
3. Monsieur Armand Fohl, administrateur, demeurant au 2 rue du Kiem, Moutfort.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires décide de nommer, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000, comme commissaire aux comptes, Monsieur Marc Hilger, Réviseur d'Entreprises, demeurant 6, place de Nancy, Luxembourg.

#### *Cinquième résolution*

L'adresse de la société est à Luxembourg, 140, route d'Esch.

Les résolutions ont été toutes prises à l'unanimité des voix, moins les deux cent cinquante (250) voix appartenant à Monsieur Jean-Marie Matghen qui a voté contre.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Th. Lesage, J.-M. Mathgen, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 10 avril 2000, vol. 123S, fol. 76, case 4. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2000.

F. Baden.

(24329/200/235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

### **R. GOEDERT SUD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 18.526.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2000.

F. Baden.

(24330/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: Dudelange, Zone Industrielle.  
R. C. Luxembourg B 17.652.

In the year two thousand, on the twenty-first day of April, at 11.00 a.m.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the société à responsabilité limitée JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l., having its registered office in Dudelange, Zone Industrielle, incorporated as a société anonyme by a deed established by Maître Camille Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 24 July 1980, published in the Mémorial C, number 232 of 20 October 1980.

The articles of association have been amended by several notarial deeds, in particular by a deed of the undersigned notary of 19 December 1997 by which the company has been changed into a société à responsabilité limitée and for the last time by deed of the undersigned notary on 20 September 1999.

The meeting is chaired by Mr Yves Gérard, international controller, residing in B-Longlier.

The president appoints Mrs Nicole Reiter-Moos, private employee, residing in Roeser, as secretary.

The meeting elected as scrutineer Maître Jean Welter, lawyer, residing in Luxembourg.

I. The chairman declares and requests the notary to state that the agenda of the meeting is the following:

1) Amendment of article 5 of the articles of association, which shall read henceforth as follows:

«**Art. 5.** The corporate capital of the company is set at seventy-five millions Luxembourg francs (75,000,000.- LUF) divided into seventy-five (75,000) shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The shares have been subscribed for and paid up to the extent of one hundred per cent in cash as follows:

1. KOCH INTERNATIONAL B.V., with offices at Moollenbaan, 9, Capelle A/D Ijssel (The Netherlands) . . . . .	1 share
2. JOHN ZINK COMPANY LLC, with offices at 11920 East Apache, Tulsa, OK, 74116 (U.S.A.) . . . . .	74,999 shares
Total: . . . . .	75,000 shares»

2) Ratification and approval of all resolutions, decisions, actions, adopted or taken by the shareholders of JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. between 1 April 1999, and the date of the present meeting, without exception, and in particular:

a) The circular resolution of shareholders dated 9 September 1999, approving the transfer of one share in the company by KOCH HT HOLLAND B.V. to KOCH INTERNATIONAL B.V.;

b) The resolutions adopted by the extraordinary meeting of shareholders held on 20 September 1999, amending the articles of association of the company, and changing its name from KOCH INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. to JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l.

c) The resolutions of the ordinary meeting of shareholders held on 21 December 1999;

3) Ratification and approval of all actions taken by the directors of JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. appointed by the shareholders on 21 December 1999.

4) Any other business.

II. All the shares representing together the entire capital of 75,000,000.- Luxembourg francs are represented at the meeting, which is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

After due consideration, the meeting adopts unanimously the following resolutions:

*First resolution*

Article 5 of the articles of association is amended and shall read henceforth as follows.

«**Art. 5.** The corporate capital of the company is set at seventy-five millions Luxembourg francs (75,000,000.- LUF), divided into seventy-five (75,000) shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The shares have been subscribed for and paid up to the extent of one hundred per cent in cash as follows:

1. KOCH INTERNATIONAL B.V., with offices at Moollenbaan, 9, Capelle A/D Ijssel (The Netherlands) . . . . .	1 share
2. JOHN ZINK COMPANY LLC, with offices at 11920 East Apache, Tulsa, OK, 74116 (U.S.A.) . . . . .	74,999 shares
Total: . . . . .	75,000 shares»

*Second resolution*

The general meeting ratifies and approves all resolutions, decisions, actions, adopted or taken by the shareholders of JOHN ZINK LUXEMBOURG INTERNATIONAL, S.à r.l. between 1 April 1999, and the date of the present meeting, without exception, and in particular:

a) The circular resolution of shareholders dated 9 September 1999, approving the transfer of one share in the company by KOCH HT HOLLAND B.V. to KOCH INTERNATIONAL B.V.;

b) The resolutions adopted by the extraordinary meeting of shareholders held on 20 September 1999, amending the articles of association of the company, and changing its name from KOCH INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. to JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l.

c) The resolutions of the ordinary meeting of shareholders held on 21 December 1999;

*Third resolution*

The general meeting ratifies and approves all actions taken by the directors of JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. appointed by the shareholders on 21 December 1999.



There being no other business, the meeting was closed at 11.30 am.

The above minutes having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, the original deed.

The undersigned notary, who understand and speaks English, states herewith that at the request of the above-named person, the present deed is written in English followed by a French translation at the request of the same person, it is stated that in case of differences between the two versions, the English text will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille, le vingt et un avril, à 11.00 heures.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché du Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social à Dudelange, Zone Industrielle, constituée sous forme de société anonyme par acte reçu par Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, du 24 juillet 1980, publié au Mémorial C, numéro 232 du 20 octobre 1980.

Les statuts ont été modifiés suivant divers actes notariés, en particulier par acte du notaire soussigné du 19 décembre 1997 transformant la société en société à responsabilité limitée, et en dernier lieu par acte du notaire soussigné du 20 septembre 1999.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Yves Gérard, directeur financier, demeurant à B-Longlier.

Le président désigne comme secrétaire Madame Nicole Reiter-Moos, demeurant à Roeser.

L'assemblée élit comme scrutateur Maître Jean Welter, avocat, demeurant à Luxembourg.

I. Le président déclare et demande le notaire instrumentant d'acter l'ordre du jour ci-après reproduit:

1) Modification de l'article 5 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à soixante-quinze millions de francs luxembourgeois (75.000.000,- LUF), représenté par soixante-quinze mille parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites et libérées à concurrence de cent pour cent (100%) en espèces comme suit:

1. KOCH INTERNATIONAL B.V., avec siège social à Moollenbaan, 9, Capelle A/D Ijssel (The Netherlands) . . . . .	1 part
2. JOHN ZINK COMPANY LLC, avec siège social à 11920 East Apache, Tulsa, OK, 74116 (U.S.A.) . . . . .	74.999 parts
Total: . . . . .	75.000 parts»

2) Ratification et approbation de toutes les délibérations, décisions, actions adoptées ou prises par les associés de JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999 et jusqu'à ce jour, sans exception et en particulier:

a) La décision circulaire des associés datée du 9 septembre 1999, approuvant le transfert d'une part de la société de KOCH HT HOLLAND B.V. à KOCH INTERNATIONAL B.V.;

b) La décision adoptée par l'assemblée générale extraordinaire des associés du 20 septembre 1999, modifiant les statuts de la société et changeant sa dénomination de KOCH INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.à r.l en JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l.;

c) Les décisions adoptées par l'assemble générale des associés du 21 décembre 1999.

3) Ratification et approbation de toutes les décisions prises par les administrateurs de JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. nommés par l'assemblée générale du 21 décembre 1999.

4) Divers.

II. Toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de 75.000.000,- LUF étant représentées et l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement statuer sur les différents points inscrits à son ordre du jour.

Après en avoir délibéré, les associés, à l'unanimité, prennent les décisions suivantes:

*Première résolution*

L'article 5 des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à soixante-quinze millions de francs luxembourgeois (75.000.000,- LUF), représenté par soixante-quinze mille parts sociales avec une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites et libérées à concurrence de cent pour cent (100%) en espèces comme suit:

1. KOCH INTERNATIONAL B.V., avec siège social à Moollenbaan, 9, Capelle ND Ijssel (The Netherlands) . . . . .	1 part
2. JOHN ZINK COMPANY LLC, avec siège social au 11920 East Apache, Tulsa, OK, 74116 (U.S.A.) . . . . .	74.999 parts
Total: . . . . .	75.000 parts»

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale ratifie et approuve toutes les délibérations, décisions, actions adoptées ou prises par les associés de JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999 et jusqu'à ce jour, sans exception, et en particulier:

a) La décision circulaire des associés datée du 9 septembre 1999, approuvant le transfert d'une part de la société de KOCH HT HOLLAND B.V. à KOCH INTERNATIONAL B.V.;

b) La décision adoptée par l'assemblée générale extraordinaire des associés du 20 septembre 1999, modifiant les statuts de la société et changeant le nom de KOCH INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l. en JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l.;

c) Les décisions adoptées par l'assemblée générale des associés du 21 décembre 1999.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale ratifie et approuve toutes les décisions prises par les administrateurs de JOHN ZINK INTERNATIONAL, LUXEMBOURG, S.à r.l. nommés par l'assemblée générale du 21 décembre 1999.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée à 11.30 heures.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé avec Nous le présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise le texte étant suivi d'une traduction française; il déclare, à la demande des mêmes comparants, qu'en cas de divergences entre les deux versions, le texte anglais fait foi.

Signé: Y. Gérard, N. Reiter-Moos, J. Welter, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 25 avril 2000, vol. 849, fol. 54, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 4 mai 2000.

J.-J. Wagner.

(24361/239/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**JOHN ZINK INTERNATIONAL LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Dudelange, Zone Industrielle.

R. C. Luxembourg B 17.652.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 4 mai 2000.

J.-J. Wagner.

(24362/239/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

**FIDUNION S.A.,  
GROUPE DES FIDUCIAIRES DE L'UNION, Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

L'an deux mille, le six avril.

Par-devant Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1.- la société anonyme holding, établie à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare, sous la dénomination de BUSINESS GLOBAL INVESTMENT CORPORATION HOLDING S.A.,

constituée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 17 novembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 103, du 13 mars 1995;

modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 décembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 122, du 12 mars 1996;

modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 janvier 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

et modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date de ce jour et avant les présentes et qui sera formalisé en temps de droit;

ici représentée par Monsieur René Arama, administrateur de sociétés, demeurant à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare, agissant en qualité d'administrateur de la prédite société, fonction à laquelle il a été nommé par décision de l'assemblée générale extraordinaire reçu par le prédit acte du notaire instrumentant, en date du 18 janvier 1999 et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, la prédite société étant valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature d'un administrateur, conformément à l'article 11 des statuts.

2.- Et Monsieur René Arama, en non personnel, prédit;

actionnaires et propriétaires actuels:

a) la société anonyme holding BUSINESS GLOBAL INVESTMENT CORPORATION HOLDING S.A., prédite, de cinquante et une actions au porteur (51) de douze mille cinq cents (LUF 12.500,-) chacune, représentées par le certificat au porteur numéro 1;

b) et Monsieur René Arama, prédit, de quarante-neuf actions au porteur (49) de douze mille cinq cents francs (LUF 12.500,-), représentées par le certificat au porteur numéro 2;

de la société anonyme GROUPE DES FIDUCIAIRES DE L'UNION S.A., en abrégé FIDUCIAIRES DE L'UNION S.A. ou FIDUNION S.A., au capital social souscrit d'un million deux cent cinquante mille francs (LUF 1.250.000,-) intégralement souscrit et libéré, avec siège social à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare,

constituée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 6 octobre 1995, numéro 1386 de son répertoire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 636 du 14 décembre 1995,

modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 460, du 17 septembre 1996,

modifiée suivant acte d'assemblée générale extraordinaire reçu par le notaire instrumentant, en date du 2 octobre 1998, numéro 1525 de son répertoire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro (page 43229),

modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 578 du 27 juillet 1999;

et modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 6 décembre 1999, numéro 1714 de son répertoire, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 10 décembre 1999, volume 854, folio 95, case 1, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La société anonyme holding «BUSINESS GLOBAL INVESTMENT CORPORATION HOLDING S.A. comparante sub-nommée 1, représentée comme il est indiqué ci-dessus, a procédé à l'acte de cession d'actions au porteur objet des présentes.

#### *Cession d'actions*

I.- La société anonyme holding BUSINESS GLOBAL INVESTMENT CORPORATION HOLDING S.A., prédite, représentée comme indiquée ci-dessus, déclare céder et transporter sous les garanties de droit, à compter rétroactivement du 1<sup>er</sup> janvier 2000, à Monsieur Raymond Lejoncq, expert-comptable / réviseur d'entreprises, demeurant à L-6162 Bourglinster, 23, rue Imbringen, ici présent ce acceptant les cinquante et une actions (51) au porteur sur les cinquante et une actions (51) au porteur de douze mille cinq cents francs (LUF 12.500,-) chacune, représentées par le certificat au porteur d'actions numéro 1, lui appartenant dans la société anonyme GROUPE DES FIDUCIAIRES DE L'UNION S.A., en abrégé FIDUCIAIRES DE L'UNION S.A. ou FIDUNION S.A.

#### *Prix de cession*

La prédite cession a eu lieu moyennant le prix de six cent trente-sept mille cinq cents francs (LUF 637.500,-) qui a été payé comptant directement par le cessionnaire à la société cédante, qui le reconnaît et en consent quittance, titre et décharge pour solde.

II.- Monsieur Raymond Lejoncq, cessionnaire prénommé, est propriétaire à compter rétroactivement du 1<sup>er</sup> janvier 2000, des actions cédées et il aura droit aux revenus et bénéfices dont elles sont productives à partir de cette date.

Il est subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

III. - Le certificat numéro 1 de cinquante et une actions (51) au porteur, a été remis par simple tradition par la société anonyme holding BUSINESS GLOBAL INVESTMENT CORPORATION HOLDING S.A., société cédante prénommée, à Monsieur Raymond Lejoncq, cessionnaire prénommé, ce que Monsieur Raymond Lejoncq, reconnaît et en donne en tant que de besoin bonne et valable décharge de responsabilité à la société cédante et au notaire instrumentant, de manière que ceux-ci ne puissent nullement être inquiétés ni recherchés à ce sujet.

IV.- De ce qui précède, il y a lieu de modifier l'article trois des statuts comme suit:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs (LUF 1.250.000,-), divisé en cent (100) actions de douze mille cinq cents francs (LUF 12.500,-) chacune.

Les actions ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- Monsieur René Arama, prédit, quarante-neuf actions	49 actions
2.- Monsieur Raymond Lejoncq, prédit, cinquante et une actions	51 actions
Total: cent actions	100 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérés en espèces, de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs (LUF 1.250.000,-) est à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

(le reste sans changement).

#### *V.- Déclaration*

Pour les besoins de l'enregistrement, les actionnaires, prédits, déclarent que la société n'est pas propriétaire d'un immeuble.

#### *Mention*

Mention du présent acte sera consentie partout où besoin sera.

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge en raison de la présente modification des statuts, s'élève approximativement à la somme de trente-cinq mille (LUF 35.000,-) francs.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec lui le présent acte.

Signé: R. Arama, Lejoncq, N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 avril 2000, vol. 858, fol. 67, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 5 mai 2000.

N. Muller.

(24336/229/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2000.

28748

**STENTOR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 53.425.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *11 septembre 2000* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et comptes de pertes et profits et affectation des résultats aux 31 décembre 1996, 31 décembre 1997, 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration*  
Signature

(03721/000/17)

---

**STENTOR S.A. ET CIE, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 41.163.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *11 septembre 2000* à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil de surveillance.
2. Approbation des bilans et comptes de pertes et profits et affectation des résultats aux 31 décembre 1996, 31 décembre 1997, 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner au Conseil de surveillance.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration*  
Signature

(03722/000/17)

---

**NIOS HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 41.160.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *11 septembre 2000* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration*  
Signature

(03723/000/16)

---

**INTEL S.A., Société Anonyme Holding.**

**RECTIFICATIF**

A la page 23719 du Mémorial C, N° 495 du 12 juillet 2000, il y a lieu de lire:

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration du 27 janvier 2000.

(03744/xxx/7)

---

**HOLLERICH INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 20.324.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le mardi 12 septembre 2000 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03641/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**LUXEMBOURG INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 20.479.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le mardi 12 septembre 2000 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03646/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**SOCIETE FINANCIERE L.DAPT, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 17.728.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 12 septembre 2000 à 15.00 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2000;
- Affectation du résultat au 30 juin 2000;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

I (03742/531/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**FRANCE LUXEMBOURG INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.  
R. C. Luxembourg B 31.583.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 15 septembre 2000 à 15.00 heures au siège social pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 juin 2000
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de la BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT ou du CREDIT MUTUEL et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée et ce, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jour francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

I (03745/755/22)

*Le Conseil d'Administration.***THE MANAGED CONVERTIBLE FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 34.758.

Notice is hereby given that an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 12 September 2000 at 10.45 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Modification of the name of the SICAV into JEFFERIES UMBRELLA FUND;
2. Change of the structure into a SICAV with multiple sub-funds; outstanding shares of THE MANAGED CONVERTIBLE FUND are assimilated to capitalisation shares (Category B) of the sub-fund JEFFERIES UMBRELLA FUND - Global Convertible Bonds;
3. Complete restatement of the articles of incorporation; the next of the new articles is available at the registered office of the SICAV;
4. Modification of the dividend policy: introduction of distribution shares (Category A) and capitalisation shares (Category B).
5. Ratification of the co-option of Mr Stefan Hiestand as Director is replacement of Mr Clifford Alain Siegel;
6. Appointment of a supplementary Director, Mr Adrian Hope.

The shareholders are advised that a quorum of 50% is required for the items 1 to 4 of the agenda and that the decisions will be taken at the majority of 2/3 of the shares present or represented at the Meeting. No quorum is required for items 5 and 6 of the agenda and the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

Holders of bearer shares must, in order to attend the meeting, deposit their shares at the registered office of the Company until 5 September 2000. Proxy forms are available for shareholders unable to attend the meeting.

I (03751/755/29)

*By order of the Board of Directors.***KUNDERA, Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 52.509.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 31 août 2000 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Autorisation au Conseil d'Administration, dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social (et du capital autorisé) en EURO, d'augmenter le capital social (et le capital autorisé), d'adapter ou de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.
6. Divers.

II (03316/534/20)

*Le Conseil d'Administration.*

**SUN LIFE GLOBAL PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 50, avenue J. F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 27.256.

As the extraordinary general meeting of shareholders of Sun Life Global Portfolio held on 12 July 2000 did not reach the 50% quorum required by law, a

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

will be held at the registered office of the Company, 50, avenue J. F. Kennedy, Luxembourg on 7 September 2000 at 11.30 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. Amendment of article 28 of the articles of incorporation so as to read as follows:
 

«In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The operations of liquidation will be carried out pursuant to the Luxembourg law of 30th March, 1988 on collective investment undertakings. After the liquidation period, the unclaimed assets will be deposited with the Caisse des Consignations to the benefit of the unidentified shareholders.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding in such class.

The general meeting of shareholders of any class of shares may, at any time and upon notice from the Board, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented, the liquidation of such class of shares. Furthermore, if for a period of more than 30 days the value at their net asset value of all outstanding shares of any one class shall be less than ten million Pounds Sterling (£ 10,000,000.-) or in the case of a class of shares denominated in a currency other than Pounds Sterling the equivalent in that currency of such amount, and every time the interest of the shareholders of the same class of shares will demand so, especially in case of a change in the economic and/or political situation, the Board will be entitled, upon a duly motivated resolution, to decide the liquidation of the same class of shares. The shareholders will be notified by the Board or informed of its decision to liquidate. The net liquidation proceed will be paid to the relevant shareholders in proportion of the shares they are holding in the class of shares. Liquidation proceeds which will remain unpaid after the closing of the liquidation procedure will be kept under the custody of the Custodian for a period of six months. At the expiration of this period, unclaimed assets will be deposited with the Caisse des Consignations to the benefit of the unidentified Shareholders until the end of the prescription period. Any resolution of the Board, whether to liquidate a class of shares, whether to call a general meeting to decide upon the liquidation of a class of shares, will entail automatic suspension of the net asset value computation of the shares of the relevant class of shares, as well as suspension of all redemption, subscription or conversion orders, whether pending or not,

The general meeting of shareholders of two or more classes of shares may, at any time and upon notice of the Board, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented in each class of shares concerned, the absorption of one or more classes of shares (the absorbed class(es) of shares) into the remaining one (the absorbing class of shares). Further to the closing of any merger procedure, the auditor of the Company will report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the accuracy of the exchange parity of the shares.

All shareholders concerned by the final decision to liquidate a class of shares or merge different classes of shares will be personally notified, if the shares issued are in registered form and/or informed by publication (in the newspapers as the Directors may from time to time determine) if the shares are in bearer form.

The general meeting of shareholders may decide the merging of one or more of the classes of shares (the absorbed class(es) of shares) of the Company with another Part I Luxembourg Investment Fund having the same investment policy in the conditions above-mentioned.

Nevertheless, the decision to merge one or more classes of shares with a mutual Fund will only bind the shareholders who have expressly accepted that merger.

All the shareholders concerned will be notified by the Board in compliance with the above-mentioned provisions. In any case, to the shareholders of the absorbed class(es) of shares shall be offered the opportunity to redeem their shares free of charge during a one-month period starting as from the date on which they will have been informed of the decision of merger, it being understood that, at the expiration of the same period, the decision to merge will bind all the shareholders who have not implemented this prerogative.»
2. Amendment of article 21 of the articles of incorporation of the company by deleting the fifth, the sixth and the seventh paragraphs which read as follows:
 

«If for a period of more than 30 days the value at their respective net asset values of all outstanding shares shall be less than 3 million Pounds Sterling (£ 3,000,000.-) or in the case of shares denominated in a currency other than Pounds Sterling, the equivalent in Pounds Sterling, the Company may, by 30 days' prior written notice to all holders of shares given within 4 weeks of such time, redeem on the next Dealing Day following the expiry of the notice period at the relevant redemption price all (but not some) of the shares not previously redeemed.»

If for a period of more than 30 days the value at their net asset value of all outstanding shares of any one class shall be less than one million Pounds Sterling (£ 1,000,000.-) or in the case of a class of Shares denominated in a

currency other than Pounds Sterling the equivalent in that currency of such amount, the Company may by 30 days' prior notice given to all shareholders relating to the relevant class within 4 weeks of such time redeem on the next Dealing Day following the expiry of the notice period at the relevant redemption price all (but not some) shares relating to that class not previously redeemed.

In addition the Company shall inform holders of bearer shares by publication of a redemption notice in newspapers to be determined by the Board, unless all such shareholders and their addresses are known to the Company.»

3. Any other business.

#### *Voting*

Approval of the above resolutions will require the affirmative vote of a majority of 2/3 of the shares present or represented at the Meeting with no minimum number of shares present or represented in order for a quorum to be present.

Note: Each whole share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting. Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send duly completed and signed proxy forms to the registered office of the Company to arrive no later 5 p.m. on 6th September 2000. Proxy forms can be obtained by Shareholders from the registered office of the Company.

II (03481/755/81)

*By order of the Board of Directors.*

### **XARO S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 70.698.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

#### l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi *1<sup>er</sup> septembre 2000* à 11.00 heures au siège social avec pour:

#### *Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
- Rapport du commissaire aux comptes;
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2000 et affectation des résultats;
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
- Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de LUF en EUR avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000 au cours de 1,- EUR pour 40,3399 LUF, le nouveau capital de la société s'élevant à EUR 66.931,25;
- Augmentation du capital de la société pour le porter de son montant de EUR 66.931,25 (soixante-six mille neuf cent trente et un euros et vingt-cinq eurocentimes) à EUR 67.000,- (soixante-sept mille euros) par incorporation du résultat reporté à concurrence de EUR 68,75 (soixante-huit euros et soixante-quinze eurocentimes) sans création ni émission d'actions nouvelles;
- Modification de l'article 5 des statuts en vue de l'adapter aux décisions prises.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

II (03613/755/25)

*Le Conseil d'Administration.*